

Jause' Moisset
Prêtre de l'Oratoire

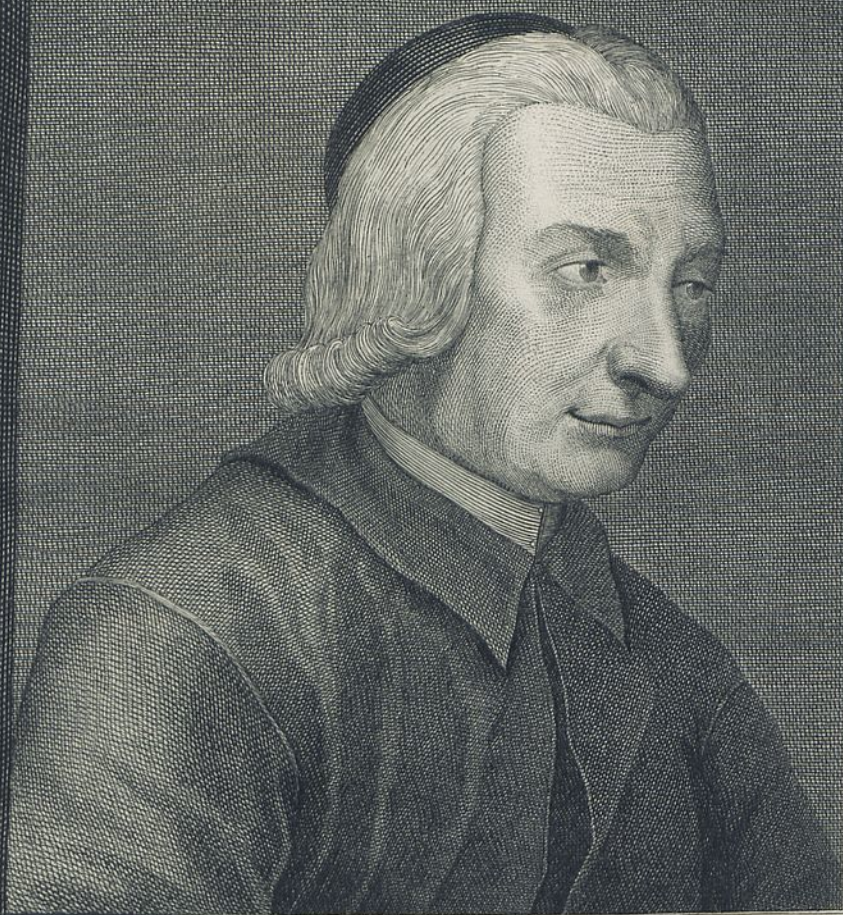
Entrée: 1724 9^e Supérieur général 15 sept. 1779

Né à Bayonne, le 5 juin 1704

mort à Paris (St Honoré) , le 18 Novembre 1790

Notes bio-bibliographiques

Ed. Bonnardet
pr. 221/1000



TRÈS REVEREND PERE SAUVÉ MOISSET
Superieur Général de la Congregation de l'Oratoire.
*La Sagesse est le plus précieux de tous les biens;
Heureux celui qui l'a trouvée ! Prov. 8. et 3.*

CHAPITRE VIII.

LE P. MOISSET.



LA congrégation de l'Oratoire fut encore plus embarrassée après la mort du P. de Muly, pour lui donner un successeur, qu'elle ne l'avait été après celle du P. de La Valette. Presque tous les vœux portaient toujours à cette place le P. Danglade qui résidait alors dans la maison de Tournon dont il avait été le fondateur, comme de celle du grand collège de Lyon. Le P. de Muly l'avait désigné pour député du Roi, à l'assemblée ordinaire qui devait se tenir en 1779, année de sa mort. La Cour, instruite de l'intention du défunt général, crut devoir s'y conformer, et la lettre de cachet par laquelle le Roi nommait le P. Danglade son député, fut adressée aux assistans. Mais le parti qui avait contrarié le vœu de ses confrères, après la mort du P. de La Valette, alarmé d'une commission qui faisait disparaître tous les anciens obstacles, obtint la révocation de la lettre de cachet, par le crédit de M. de Marbeuf, évêque d'Autun, ministre de la feuille des bénéfices, et parvint même à empêcher que le P. Danglade ne fût député de la maison de Saint-Honoré. On lui opposa un concurrent doué de toutes les qualités sociales; mais qui manquait de celles qu'exigeait une place dans laquelle on n'avait vu jusque-là que des hommes graves, édifiants, capables de gouverner un corps ecclésiastique, autant par l'exemple de leurs vertus, que par la sagesse de leurs mesures. M. Dillon, commissaire du Roi, lié par ses engage-

mens avec plusieurs prélats, dont le prétendant s'était attiré la confiance, s'aperçut bientôt que toute son éloquence et toutes ses insinuations échoueraient contre l'esprit qui régnait dans l'assemblée. La fermeté de la très-grande majorité des membres, et la décence de leur opposition, le déconcertèrent (1). Comme on s'aperçut qu'il ne cherchait qu'à sortir, par quelques voies honorables, de l'embarras où il se trouvait, on se désista de porter le P. Danglade, sous la condition qu'il abandonnerait son protégé; et tous les vœux se réunirent aussitôt sur le P. Moisset, président de l'assemblée. Ce respectable vieillard, qui ne s'attendait point à un pareil honneur, opposa vainement son grand âge et ses infirmités pour repousser le fardeau qu'on voulait lui imposer, et il ne consentit enfin à s'en charger, que pour céder aux fâcheuses circonstances où la congrégation se trouvait.

Le P. Sauvé Moisset, d'une famille noble et distinguée de Baïonne, avait passé successivement par les différens grades propres à le porter à ce poste éminent. Il avait été supérieur du collège de Condom, du séminaire de Saint-Magloire, de l'Institution de Paris, assistant du général, et il était alors supérieur de la maison de Saint-Honoré. Il s'était distingué dans toutes ces places par sa piété, sa vie exemplaire, son assiduité à toutes ses fonctions, et son attachement inviolable au corps dont il fut le dernier chef. Il le gouverna paisiblement jusqu'à sa mort, arrivée en 1790, époque à laquelle il ne fut plus possible de lui donner un successeur.

(1) Voyez la note à la fin de ce chapitre.

Note pour la page 310.

LE P. Duverdier, concurrent du P. Danglade, était un homme de beaucoup d'esprit et de talent, de mœurs douces et d'un caractère liant. Il savait se rendre intéressant dans la société par toutes les qualités qui conviennent à l'homme du monde; mais on craignait, avec quelque apparence de raison, que les jeunes gens ne prissent trop d'ascendant sous son gouvernement. C'est la principale raison qui lui fit donner l'exclusion par les anciens. Ses protecteurs, pour le dédommager du désagrément qu'il avait éprouvé, lui firent obtenir l'évêché de Mariana, en Corse. Sa conduite dans l'épiscopat prouva qu'on peut être doué de toutes les qualités sociales, et manquer des talens d'administrateur. M. l'archevêque de Narbonne, instruit de son manque de capacité en cette partie, ne put depuis s'empêcher de rendre justice au discernement de ceux qui, dans l'assemblée de 1779, s'étaient constamment opposés à son élection. Ce prélat convenait de bonne foi qu'il fallait laisser aux différens corps le choix de leurs chefs, attendu qu'ils devaient mieux les connaître que des commissaires royaux, étrangers à de pareilles opérations. Ce prélat, naturellement plein de franchise, m'ajoutait qu'en se retirant de la première commission des réguliers, il avait dit à ses collègues : « Si c'est pour détruire, vous n'en faites pas assez; si c'est pour réformer, vous en faites trop. »

CHAPITRE IX.

DERNIERS ÉVÉNEMENS

ARRIVÉS DANS LA CONGRÉGATION DE L'ORATOIRE, DEPUIS LA MORT DU P. MOISSET JUSQU'À SON ENTIÈRE DESTRUCTION.

LA mort du P. Moisset concourut avec le bouleversement opéré dans l'Eglise gallicane par les décrets de l'Assemblée constituante. L'application de ces décrets fut provisoirement suspendue à l'égard des corps enseignans, dans la crainte qu'une trop subite désorganisation de l'instruction publique n'excitât de violens murmures, et ne produisît de funestes désordres. Dans cet état de choses, la tâche imposée au régime de l'Oratoire dut lui paraître infiniment pénible à remplir. Il voyait avec douleur les manœuvres employées par une influence étrangère pour soustraire à la subordination ceux des membres de la congrégation qui pouvaient se laisser séduire sous l'espoir d'une prétendue liberté, ou qui pouvaient céder à l'illusion d'une amélioration chimérique dans le clergé. Au milieu de tous les écueils à travers lesquels il avait à conduire le vaisseau dont le gouvernail lui était confié, le Régime eut constamment les yeux fixés sur le corps épiscopal qui devait lui servir de boussole, et il ne s'écarta jamais de la ligne que lui traçaient les chefs de l'Eglise de France. C'est par là qu'il réussit à conserver, dans la plus saine partie de la congrégation, l'attachement aux principes vraiment hiérarchiques qu'elle avait reçus de son pieux fondateur, et qui lui avaient été transmis par une tradition

non interrompue de ses dignes successeurs. Un petit nombre de faits, choisis entre plusieurs autres, suffira pour justifier cette idée.

Le premier dans l'ordre des dates est celui qui concerne le sacre des évêques constitutionnels, fait dans l'église de Saint-Honoré. La communauté n'en eut connaissance que la veille du jour où il devait avoir lieu, et l'on s'était bien gardé de la consulter à ce sujet. La première idée de ceux qui la composaient, fut d'opposer une protestation publique à cet acte qui allait donner naissance à un schisme déplorable : le modèle en fut même dressé par un habile avocat, ancien membre de la congrégation. Cependant, comme cette mesure n'aurait servi à rien, qu'elle aurait attiré une persécution inévitable sur les signataires, et qu'il était à craindre qu'elle ne produisît la clôture de la seule église de Paris qui fût encore ouverte à la piété des fidèles unis de communion avec leurs légitimes pasteurs, on crut devoir y renoncer. On prit donc le parti d'envoyer des députés à MM. les grands-vicaires, chargés de l'administration du diocèse en l'absence de M. l'archevêque, pour leur exprimer la triste situation où se trouvait la communauté, la douleur qu'elle éprouvait de voir son Eglise devenir le berceau du schisme, et les prier de donner avis au prélat de la conduite que les PP. de l'Oratoire avaient tenue dans cette occasion. Cette démarche fut accueillie favorablement par les administrateurs du diocèse, et transmise aussitôt à M. de Juigné qui s'était retiré dans les pays étrangers.

Dès le lendemain, la maison de Saint-Honoré ayant été investie de grand matin par les troupes du général La Fayette, tous les membres de la communauté craignant qu'on usât de violence à leur égard pour les forcer d'assis-

ter à la scène scandaleuse qui allait se passer dans leur église, sortirent de la maison, et se retirèrent dans celle de l'Institution, d'où ils ne revinrent que le soir, après que cette affligeante cérémonie eut été consommée. On voit par là que ce fait, dont les ennemis de l'Oratoire ont abusé, en le dépouillant de ses circonstances, pour décrier le corps, doit être au contraire considéré comme une preuve éclatante de son attachement inviolable aux principes consacrés par la conduite du clergé de France à cette époque.

A peu près dans le même temps, l'exercice du culte légitime cessa dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, par le refus que M. le curé et la partie fidèle de son presbytère firent de prêter serment à la Constitution civile du clergé. Dès ce moment l'église de l'Oratoire devint l'église paroissiale de tous ceux qui restèrent attachés à la communion de leur pasteur, lequel y trouva, de la part de la communauté, toutes les ressources nécessaires pour y continuer l'office divin, et pour procurer à son troupeau les secours spirituels que pouvaient comporter les circonstances difficiles où l'on se trouvait.

Lorsque l'Assemblée Législative eut rendu le décret par lequel elle frappait de mort les corps enseignans, le Régime de l'Oratoire crut qu'il était de son honneur et de son devoir de transmettre au Souverain Pontife un exposé de sa conduite depuis le commencement de la révolution, et de marquer à Sa Sainteté son entière adhésion à tous les actes émanés de l'autorité du clergé de France, destiné à maintenir l'union intime qui avait toujours existé entre l'Eglise gallicane et le Saint-Siège. Cette démarche était d'autant plus convenable, que la congrégation, ayant été principalement instituée pour remplir les fonctions du

saint ministère, sous l'autorité des évêques, et pour défendre les droits sacrés de la hiérarchie, elle était spécialement intéressée à ne point se séparer du corps épiscopal dans une circonstance où la constitution de l'Eglise se trouvait assaillie par les plus violentes attaques.

Ce fut pour donner une dernière preuve de son respect et de son dévouement pour le centre de l'unité, que le Régime adressa au Pape Pie VI, le 10 mai 1792, une lettre dans laquelle il exprimait à Sa Sainteté les sentimens de la plus nombreuse et de la plus saine partie de la congrégation sur les fâcheux événemens qui affligeaient alors l'Eglise de France. Cette lettre qu'on peut regarder comme le dernier testament de l'Oratoire, et dont une analyse ne ferait qu'affaiblir la force, se trouvera imprimée pour la première fois dans toute son étendue, parmi les pièces justificatives qui sont à la fin de ce volume. A la signature des Pères assistans, étaient jointes celles des Pères de Saint-Honoré, de l'Institution, des membres les plus respectables de Saint-Magloire, de Juilly, et d'un grand nombre d'autres qui, après avoir été obligés de quitter leurs postes, s'étaient réfugiés dans la maison mère. Ces signatures se seraient considérablement multipliées, si l'urgence des circonstances eût permis d'attendre l'assentiment de ceux des provinces (1).

Le P. Veuillet, procureur général, en adressant cette lettre à S. E. Mgr. le cardinal de Bernis, ambassadeur de France à Rome, pour être mise sous les yeux du Saint-Père, lui écrivit en ces termes :

Monseigneur,

« Une protestation sincère de soumission, de respect,

(1) Voyez Pièces justificatives, à la fin du volume.

« et de l'union la plus intime au centre de l'unité catho-
« lique , doit être le dernier soupir d'une congrégation
« qui n'a existé pendant près de deux cents ans que sous
« l'autorité du Saint-Siège, et qui souvent en éprouva les
« bontés. Elle a dû regarder comme un de ses devoirs les
« plus indispensables de déposer, avant la séparation de
« ses membres, dans le sein paternel du souverain Pon-
« tife, un témoignage non équivoque de son attachement
« à la religion catholique, apostolique et romaine. C'est
« cette profession de foi, Monseigneur, que nous vous
« supplions de vouloir bien présenter à Sa Sainteté, après
« que Votre Excellence en aura pris lecture. Nous tou-
« chons au moment d'être détruits et dispersés par la
« tempête que l'irréligion a excitée contre les plus saints
« établissemens. Notre consolation est de périr comme
« victimes, et de n'être frappés que par la certitude où
« l'on est, que l'acceptation de la constitution civile du
« clergé est une vraie apostasie.

« Cette consolation, Monseigneur, serait plus entière,
« si nous avions été tous unis de sentiment, comme nous
« y exhorte l'apôtre. L'esprit *qui souffle où il veut* a
« permis que des jeunes gens, qui n'avaient pas eu le
« temps de se pénétrer des principes de la congrégation,
« se laissassent séduire par les attraits insidieux de la nou-
« veauté. Il a permis que quelques hommes d'un âge
« plus mûr, quoiqu'en petit nombre, n'aperçussent pas,
« soit dans la suite, soit dans l'ensemble des opérations
« de l'Assemblée, un dessein formé de bouleverser la dis-
« cipline de l'Eglise, et de ruiner la religion. Mais les
« écarts des particuliers sont plutôt un sujet d'humili-
« ation qu'un crime qu'on doive imputer à un corps qui
« les désavoue pleinement. Votre Excellence peut certi-

« fier au Père commun des pasteurs et des troupeaux,
« que la saine partie de la congrégation gémit profondé-
« ment sur des scandales qu'il n'a pas été en son pou-
« voir d'empêcher ; sur l'égarement de plusieurs qui
« n'ont pas redouté un serment si justement réprouvé
« par le saint Siège ; et sur l'aveuglement de ceux qui ont
« oublié le sort annoncé par Jérémie aux *prophètes qui*
« *courent lorsque Dieu ne les a pas envoyés.*

« Voilà, Monseigneur, ce qu'aurait eu l'honneur de
« vous exposer avec confiance le R. P. Moisset, dernier
« supérieur général de notre congrégation, ce chef res-
« pectable qui était pour nous un modèle constant de
« vertu et de la piété la plus tendre. Nous avons eu le
« malheur de le perdre, il y a dix-huit mois, et dans ce
« prétendu règne de la liberté, nous n'avons pas eu la
« faculté de lui choisir un successeur. La place que j'oc-
« cupe m'autorise à le suppléer ; et la dernière fonction
« qu'elle me prescrit, sera, etc.

Le 10 mai 1792.

L'ambassadeur répondit, le 6 juin, que Sa Sainteté avait été extrêmement satisfaite à la lecture de la susdite lettre, et qu'elle se disposait à y faire une réponse honorable ; mais la difficulté des communications, les évènements désastreux qui signalèrent cette affreuse époque, et la dispersion du corps qui arriva sur ces entrefaites, mirent fin à cette correspondance.

Nous devons cependant citer encore ici la lettre que le P. procureur général adressa à M. l'archevêque de Paris, alors à Chambéri, en lui envoyant la copie de celle qui avait été écrite à Sa Sainteté, et la réponse obligeante qu'y fit ce digne prélat.

*Lettre du P. Procureur Général à M. l'Archevêque
de Paris.*

Paris, le 22 mai 1792.

« Monseigneur,

« Frappés par le décret désastreux qui a supprimé
« toutes les congrégations séculières, nous avons cru de-
« voir avant notre séparation, consigner entre les mains
« du chef de l'Eglise, le témoignage de nos sentimens.
« Les circonstances avaient pu les rendre suspects, et
« c'était une raison de plus qui nous obligeait à les exposer
« dans leur vérité au père commun des fidèles; mais d'un
« autre côté nous n'avons point oublié la qualité que
« vous conservez toujours de légitime pasteur de l'Eglise
« de Paris; et quand vos vertus personnelles ne nous
« commanderaient pas aussi invinciblement le respect,
« l'attachement, l'obéissance et la manifestation du parti
« dans lequel l'autorité, ainsi que la conscience nous ont
« fixés, la dignité seule dont vous êtes revêtu nous en
« ferait une loi, que les conjonctures malheureuses où
« nous sommes ne seraient pas capables de nous faire
« violer. C'est donc avec autant de confiance que de
« plaisir que nous cherchons à y satisfaire, en vous re-
« mettant, Monseigneur, une copie authentique de la
« lettre que nous avons eu l'honneur d'écrire au souve-
« rain Pontife. Comme elle renferme tout ce qu'il serait
« possible de vous exprimer sur la façon de penser que
« nous avons adoptée, et dans laquelle nous demeurons
« fermes, il est inutile d'abuser de vos momens pour ré-
« péter ici les détails qu'elle contient, et qu'il est conso-
« lant pour nous de déposer dans votre sein. Nous avons
« l'honneur, etc.

Réponse de M. l'Archevêque de Paris.

Chambéry, le 5 juin 1792.

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait
« l'honneur de m'écrire, en date du 22 mai, au nom
« du Régime de l'Oratoire, et de trois maisons de Paris,
« avec la copie en forme de celle que les mêmes ont
« écrite au Pape, en date du 10 mai. Je les ai lues l'une et
« l'autre avec le plus grand plaisir; et j'ai éprouvé la plus
« sensible et la plus vive satisfaction en apprenant que la
« partie la plus saine et la plus nombreuse de cette illustre
« congrégation s'est maintenue dans l'union et l'atta-
« chement à l'Eglise catholique, à la chaire de Pierre,
« le centre de l'unité, et aux pasteurs légitimes, malgré
« les malheurs qu'elle a éprouvés par la défection de
« plusieurs de ses membres. Je ne doute pas que le sou-
« verain Pontife n'ait aussi ressenti la plus grande con-
« solation à la lecture de la lettre qui lui est adressée. Je
« vous prie, Monsieur, et MM. les prêtres de l'Oratoire,
« au nom de qui vous m'écrivez, de recevoir mes sincères
« remerciemens des sentimens que vous m'exprimez per-
« sonnellement, d'une manière si flatteuse, et l'assu-
« rance de la haute considération avec laquelle j'ai l'hon-
« neur, etc.

En publiant les faits et les pièces qui terminent l'histoire abrégée de la Congrégation de l'Oratoire, nous nous sommes proposés de justifier cette Congrégation des imputations odieuses dont la malveillance s'est efforcée de flétrir la dernière époque de son existence; de dissiper les préventions par lesquelles auraient pu se laisser séduire

les personnes de bonne foi, qui n'ont besoin que d'être éclairées pour revenir de leur erreur; enfin, de transmettre aux générations futures, dans toute son intégrité, la réputation que ce corps s'était acquise dans le long et pénible exercice des honorables fonctions qui lui étaient confiées.

Le P. Sauvé Moisset

(négatif noir et blanc)

Roisset.
Petit de l'Oratoire,

a' Jully.

(1768)



aveugles et ressuscitait les morts. Ou bien nous avons mangé et bu, et bien sûr, ce n'était pas un songe : quelqu'un nous nourrissait par son côté ouvert, et refaisait notre nature par l'aliment céleste qu'il nous donnait. Ainsi, de multiples façons celui qui sera notre Juge nous prépare à être jugés, celui qui nous glorifiera nous prépare à être glorifiés, afin qu'il ne puisse nous prendre au dépourvu, mais que, lorsque résonnera la voix de l'Archange et que nous serons appelés à rencontrer l'époux, nous soyons prêts....

Ce que j'ai dit concernant les rites s'applique plus intégralement encore aux saints temps qui renferment la célébration de rites nombreux. Il est des temps où nous pouvons humblement espérer une grâce plus grande parce qu'ils nous invitent spécialement aux moyens de la grâce. Voici, en particulier, le temps de la purification sous toutes ses formes... C'est le temps des cœurs chastes et des regards pieux, des pensées graves et des austères résolutions et des œuvres de charité, le temps de se rappeler ce que nous sommes et ce que nous serons. Sortons pour rencontrer le Christ dans l'attente de nos cœurs repentants ; et bien qu'Il tarde à venir, attendons-le dans le froid lugubre qui un jour prendra fin. Il faudra bien qu'un jour nous répondions à son appel quand il nous dépouillera de notre corps ; anticipons par un acte volontaire ce qui, un jour, nous sera imposé comme une nécessité. Que notre attente soit solennelle, craintive, confiante, patiente et obéissante ; soyons soumis à sa volonté, tout en faisant de bonnes œuvres. Prions-le toujours de se souvenir de nous quand il sera dans son royaume ; de se souvenir de nos amis, de nos ennemis, et de nous visiter ici-bas selon sa miséricorde, afin qu'il nous récompense dans l'autre vie selon sa justice.

NEWMAN.

Parochial Sermons, vol. V. 1^{er} sermon.

Grains de sénévé

« Soyez joyeux ; ne péchez pas, mais je veux vous voir contents... Un caractère gai est plus propre à la perfection, qu'un mélancolique... Quand tu étais pauvre, disait-il à un jeune homme devenu héritier d'une petite fortune, tu avais un visage d'ange, qui faisait plaisir à voir ; maintenant, ta joie a disparu ; tu es devenu tout mélancolique... Et il répétait souvent à tous : « Scrupules et mélancolie, hors de mon logis ».

Saint Philippe NERI.

Le Père Sauvé Moisset

Neuvième Supérieur Général de l'Oratoire

Lorsque, le 14 septembre 1779, les députés de l'Oratoire se réunirent à la Maison de Saint-Honoré, pour la 50^e Assemblée triennale, le P. Louis de Muly, qui les y avait convoqués, le 25 mars, était, deux mois déjà passés, retourné à Dieu. Le choix de son successeur devint donc la grande affaire de l'Assemblée et une affaire qui, une fois de plus, ne laissa pas que d'embarasser les députés.

Comme six ans plus tôt, « presque tous les vœux portaient le P. Laurent d'Anglade à cette place », assure Tarabaud (1) ; or, le Roi l'ayant, sur le désir du P. de Muly, nommé son député, son élection semblait certaine. Mais ceux qui, en 1773, avaient réussi à l'écarter du généralat, lui en barrèrent derechef la route, en obtenant, par le crédit de l'évêque d'Autun, M. de Marboeuf, ministre de la feuille des bénéfices, le retrait d'une « commission qui faisait disparaître tous les anciens obstacles (2) ».

Si cette manœuvre parvint à priver définitivement la Congrégation d'un chef qui était digne à tous égards de présider à ses destinées, elle n'eut pas du moins pour résultat d'amener l'élection du P. Pierre Peynaud du Verdier, favori de ses adversaires, et l'Oratoire ne put que s'en féliciter, si l'élévation de ce Père à l'évêché corse de Mariana en 1782 prouva dans la suite qu'« on peut être doué de toutes les qualités sociales et manquer des talents d'administrateur (3) ». C'est là, du reste, le seul motif, mis en avant contre lui par la majorité des électeurs. Ils « craignaient, les anciens Pères surtout, et avec quelque apparence de raison, que les jeunes gens ne prissent trop d'ascendant sur son gouvernement (4) ». Mais ce motif leur paraissait de si grand poids que ni l'éloquence, ni les « insinuations (5) » de l'archevêque de Narbonne, l'un des commissaires du Roi, ne purent briser leur fermeté. En revanche, la « décence de leur opposition déconcerta » le prélat, si bien qu'il renonça à son protégé, pourvu que les partisans du P. d'Anglade reportassent leur suffrage sur un autre Père.

Dans ces conditions, l'Assemblée, qu'une lettre de M. Amelot, ministre du Roi, avait « invitée à mériter les bonnes grâces de Sa Majesté », songea au P. Sauvé Moisset, supérieur de la

(1 et 2) Tabaraud. *Histoire de Pierre de Bérulle...*, suivie d'une notice des Supérieurs généraux de cette Congrégation; Paris, Lyon, 1817, t. II, p. 309.

(3 et 4) op. cit., note de la page 311.

(5) op. cit, p. 309,

Maison de Saint-Honoré, son doyen d'âge, et, comme tel, son président, puisque la Congrégation n'avait plus de chef. Son titre de député du Roi assurait les électeurs que leur choix, s'ils l'élevaient général, agréerait à la Cour, de sorte qu'à la 9^e session, le 16 septembre 1779, les 22 suffrages, qui représentaient les deux tiers des voix, lui furent acquis (1).

Mais le Père, qui avait dépassé soixante-quinze ans et que l'on savait aussi nu d'ambition qu'orné de vertus, objecta son âge et ses infirmités et « opposa ses prières et ses larmes aux vœux de l'Assemblée ». Il « continuait ainsi, par cette touchante et pieuse résistance, la trace de tous ses prédécesseurs », a soin de noter l'annaliste (2), sans plus de succès qu'eux toutefois, puisqu'il dut enfin consentir à se charger du fardeau, « pour céder aux fâcheuses circonstances où la congrégation se trouvait (3) ».

Il faut en convenir : on touchait à la fin de l'Ancien Régime, et l'Oratoire, au moins autant que la plupart des Congrégations subissait le contre-coup du malaise général dont souffrait alors l'Eglise gallicane. Comment un vieillard, dont les ans avaient amoindri les forces, n'eût-il pas été effrayé d'en prendre en mains le gouvernement ? Ses confrères, d'ailleurs, n'eussent pas songé à le lui imposer, si les commissaires du Roi n'avaient entravé la liberté de leur choix. Toutefois, les conjonctures, les rares vertus sacerdotales du nouveau général et les hautes situations qu'il avait occupées à son honneur et pour le plus grand bien du corps, expliquaient leur vote.

*
**

Peu d'Oratoriens connaissaient mieux la Congrégation que le P. Sauvė Moisset. Né à Bayonne, le 5 juin 1704, d'une noble famille du Béarn, (il était fils de Joseph Moisset, capitaine des vaisseaux du roi, et de dame Suzanne de Jossys) il vivait à l'Oratoire depuis près de soixante ans et s'y était acquitté de charges — celle surtout de supérieur de l'Institution de Paris — qui l'avaient mis en relations avec un grand nombre de Pères.

L'Oratoire de Juilly revendiquait l'honneur de le compter parmi les anciens élèves de son Académie Royale, au temps où, jeune homme, il y fit ses humanités, sa rhétorique et sa philosophie (4). L'Institution de Paris, où il entra à vingt ans, le 19 septembre 1724, le forma à la vie oratorienne, et, quand il eut achevé le cycle des études ecclésiastiques, il fut envoyé comme régent au Collège du Mans d'abord, où il se trouvait lors de l'Assemblée de

(1 et 2) Archives Nationales M M. 624. Annales de la Congrégation de l'Oratoire, 1779, p. 186.

(3) Tabaraud, loc. cit., p. 310.

(4) G. Hamel, *Histoire de l'Abbaye et du collège de Juilly*, Paris, Dunniol, 1868, p. 138, et Arch. nat. M M. 612, registre d'entrée à l'Institution.

1729 (1), à celui de Condom, ensuite (2) dont il devint supérieur en 1743 et 1744 (3).

De l'enseignement dans les collèges, le P. Moisset passa à celui des séminaires, et la liste triennale de 1739 le donne parmi les Pères du Séminaire de Toulouse. Il y déploya dans la formation des clercs de si éminentes qualités qu'au bout de six ans, le P. de la Valette, alors Supérieur général, lui confia la direction de l'Institution de Paris, l'une des charges les plus importantes de la Congrégation.

C'était en 1744. Le Père ne devait plus quitter Paris dont il gouverna tour à tour, et chacune à plusieurs reprises, les trois maisons : l'Institution, douze ans ; le Séminaire archiépiscopal Saint-Magloire, six, et la Maison-Mère de la rue Saint-Honoré, quinze (4).

Tabaraud, son contemporain, le montre se distinguant dans ces postes en vue par « sa vie exemplaire, son assiduité à toutes ses fonctions, son attachement à l'Oratoire (5). »

Son administration si sage non moins que sa connaissance approfondie des sciences ecclésiastiques et ses vertus sacerdotales lui valurent d'être élu par les députés des Assemblées générales de 1754, 1757, 1761 et 1764, assistant des PP. de la Valette et de Muly. Il gouvernait depuis six ans et, pour la troisième fois, la Maison de Saint-Honoré, quand, en 1779, il recueillit la succession de ce dernier.

**

Dans le gouvernement de la Congrégation, le nouveau général fit preuve des qualités de paternelle bonté, de douce fermeté, d'absolu désintéressement et de surnaturelle prudence qui avaient rendu si fécondes les trente trois années consacrées par lui à diriger les Maisons de Paris.

Les actes des Assemblées générales qu'il présida, les lettres que, pour leur « indiction », il écrivit aux Pères, le font voir rempli de la surnaturelle préoccupation de maintenir haut parmi eux le sublime idéal de perfection sacerdotale proposé comme but à ses fils par le Cardinal de Bérulle, et de veiller au fidèle emploi des moyens prescrits par les Constitutions pour leur permettre d'y atteindre et de n'en pas déchoir.

On l'entend, à l'Assemblée de 1782, qui suivit celle de son élection, « conjurer les supérieurs de faire revivre, autant qu'il

(1) Voir liste triennale de 1729,

(2) Voir listes triennales de 1732, 1733 et 1736.

(3) Tabaraud, loc. cit. p. 310.

(4) Les listes triennales de 1745, 1746, 1749 et 1770, le donnent comme supérieur de l'Institution ; celles de 1758 et 1761, comme supérieur de Saint-Magloire ; celles de 1752, 1764, 1767, 1776 et 1779, comme supérieur de la Maison de Saint-Honoré.

(5) op. cit p. 310.

est en eux, dans leurs maisons, l'esprit de piété, l'amour des bonnes études et le saint usage des Sacrements (1). A celle de 1788, il les « exhorte à s'opposer au relâchement et à rappeler souvent que la prière, l'application à l'étude et l'amour de la retraite forment les trois dispositions essentielles de l'état oratorien (2). »

Et pour donner plus de poids à ces paternels avis que rendait de plus en plus nécessaires le nombre sans cesse croissant des confrères laïques, admis souvent avec trop de précipitation par suite des besoins des collèges, le P. Moisset avait soin de remettre sous les yeux de ses confrères quelques unes des vérités qui avaient alimenté la piété et inspiré la vie des premiers oratoriens. C'est ainsi qu'il les entretint du Sacerdoce de Jésus-Christ, avant l'Assemblée de 1782 ; de son amour pour les hommes, en 1785 (3) ; des devoirs du prêtre, en 1788.

« C'est dans l'application soutenue à ces devoirs du sacerdoce que consiste le bien réel » de la Congrégation, écrivait-il, dans cette dernière lettre, (4), ce bien que l'Assemblée a pour but « d'affirmer, de renouveler, de perpétuer ». « Demandons-nous donc, ajoutait-il, quels sont les sentiers suivis par nos Anciens ; ce sera pour nous le moyen de connaître la bonne voie. Il est doux de convenir que ces sentiers ne sont pas abandonnés parmi nous, que la bonne voie n'est pas déserte, qu'un grand nombre de sujets y marchent courageusement. Mais n'en est-il pas qui s'y lassent pour leur malheur, même qui, s'ils ne la quittent pas, demeurent honteusement à l'entrée ? Dans les corps les plus sagement établis, de solides constructions ont beau s'y multiplier, des exemples édifiants abonder, il se trouve inévitablement un mélange de forts et de faibles. » A ceux-là, le Père disait *State* ; à ceux-ci, *Renovamini* ; et, pour leur offrir des modèles, il leur retraçait le portrait des premiers disciples du P. de Bérulle.



Ces lignes du Père Général le disent avec netteté : si, à la veille de la tourmente qui devait l'anéantir pour soixante ans, l'Oratoire comptait encore « un grand nombre » de fidèles disciples de son fondateur, il n'était pas demeuré à l'abri des idées dissolvantes qui, sur la fin de l'Ancien Régime, causèrent de si funestes ravages dans les rangs du clergé tant séculier que régulier. Les passions jansénistes insuffisamment éteintes chez quelques uns, l'influence des « confrères » ou auxiliaires laïques crois-

(1) Actes de la 51^e Assemblée Générale, session 7^e, p. 11. (Archives Nationales, M. 217)

(2) Actes de la 53^e Assemblée Générale, session 10^e, p. 24 (Archives Nationales M. 217)

(3) Archives Nationales M M. 604. Recueil des Circulaires des P P. Supérieurs généraux de la Congrégation de l'Oratoire de Jésus, depuis l'année 1641. N^{os} 60 et 61.

(4) *ibid.* n^o 62.

sant avec leur nombre (1) en favorisèrent même le développement plus qu'en certains autres corps religieux. La loi de l'histoire exige qu'on le reconnaisse, quelque peine qu'on en éprouve.

Il est du moins établi que si, sous l'influence de ces causes, l'esprit du siècle pénétra trop facilement dans les collèges oratoriens, la force des études s'y maintint jusqu'à la fin. On en trouve la preuve dans la lettre qu'en 1781, M. de Ségur, ministre de la guerre, adresse au P. Général pour lui faire savoir combien le Roi était « satisfait de tout ce qu'il apprenait » au sujet des trois écoles militaires confiées à la Congrégation et lui exprimer le désir qu'avait Sa Majesté de voir multiplier de plus en plus « les objets de l'utilité de l'Oratoire par la voie de l'Instruction publique (2). » Elles en fournissent d'autres, les instances réitérées de plusieurs villes auprès du Père Général pour l'amener à prendre la direction de leurs collèges, instances parfois si pressantes que, ce dernier, malgré qu'il en eût, ne put toujours s'y dérober et dut accepter, en 1781, le collège d'Agen et, en 1786, celui d'Autun.

Ce fut la dernière fondation de l'Ancien Oratoire. Elle porta à 73 le nombre de ses établissements ainsi répartis : la Maison-Mère de Saint-Honoré, trois institutions, deux maisons d'étude, six grands et deux petits séminaires, trente collèges, onze cures et dix-neuf résidences ou maisons de retraite (3). Dans ces soixante-et-onze maisons vivaient les sept-cent-cinquante-et-un membres dont se composait alors la Congrégation : deux cent trente six prêtres, trois cent quatre-vingt quatorze confrères et cent vingt-et-un frères servants (4).

*
**

Lorsque le P. Moisset et son conseil dressèrent ce dernier état de l'Oratoire, le 1^{er} avril 1790, à la demande de Treilhard, président du comité ecclésiastique de l'Assemblée Nationale, il y avait déjà huit mois que le Serment du Jeu de Paume avait ouvert l'ère révolutionnaire. S'il n'entre pas dans le cadre de cette monographie de raconter l'histoire de la Congrégation au cours de la tourmente jusqu'à sa suppression le 4 novembre 1792, du moins faut-il, sous peine de la laisser inachevée, montrer avec quelle fermeté admirable chez un vieillard de quatre-vingt-cinq ans passés, le dernier Supérieur de l'Ancien Oratoire s'efforça, aux prises avec des difficultés sans cesse renaissantes, de s'opposer à toute atteinte aux Constitutions confiées à sa vigilance et de sauver, s'il se pouvait, sa famille religieuse de la ruine.

(1) Au 1^{er} Avril 1790, le nombre des « confrères » était de 394 contre 236 prêtres seulement (Archives Nationales M. 229)

(2) Archives Nationales, M. 228 B.

(3) Archives Nationales, MM 592.

(4) Archives Nationales, M. 229.

Encore que la masse du clergé français, ne se séparant point de l'ensemble de la nation, accueillit plutôt avec enthousiasme la convocation des Etats-Généraux de 1789, et qu'au lendemain de la prise de la Bastille, le *Te Deum* retentit sous les voûtes de nombreuses églises parisiennes, la Révolution, à peine à ses débuts, laissa voir le caractère irrégulier qu'elle devait revêtir et qu'avaient voulu lui donner ceux qui, depuis longtemps, la préparaient.

La veille même de la prise de la Bastille, une horde furieuse, après avoir, dans la nuit du 12 au 13 juillet, saccagé Saint-Lazare, envahit la Maison de Saint-Honoré, dont seule une large distribution d'argent empêcha le pillage.

Dans la nuit du 4 Août, l'Assemblée Nationale, par l'abolition de la dîme, entra dans la voie de la confiscation des biens ecclésiastiques, pour ne s'arrêter qu'après les avoir, le 4 novembre, déclarés propriété de la Nation et mis en vente, le 19 décembre. Puis, manifestant des dispositions de plus en plus hostiles à la religion, elle décréta la sécularisation des personnes après celle des biens, en abolissant les ordres monastiques, le 13 février 1790.

Ces mesures persécutrices, si elles ne tardèrent pas à ouvrir les yeux de la plupart sur la tournure nettement irrégulière des événements, ne produisirent pas, il s'en faut, pareil effet sur tous. Il en résulta un dualisme de vues qui ne rendit pas toujours aisée la charge des supérieurs ecclésiastiques. Le P. Moisset s'en aperçut bientôt.

Après l'envahissement de la Maison de Saint-Honoré, il avait dû, cédant aux prières du Conseil, se retirer à Montmorency « à cause des troubles qui commençaient vivement à Paris (1) ». Mais, de là, il pouvait suivre de près les événements, et, de concert avec ses assistants, prendre les mesures que réclamait l'intérêt du corps.

Fidèle au désintéressement que témoigna toujours l'Oratoire à l'égard des biens terrestres, le Conseil s'émut peu, tant que les seuls intérêts matériels furent en jeu. En exécution du décret qui prescrivait la déclaration des biens d'Eglise, le P. Moisset chargea le P. Vuillet, procureur, d'adresser aux Supérieurs locaux de sages conseils sur la manière de faire cette déclaration, « afin de remplir les vœux de l'Assemblée ». Quelques jours plus tard, 20 décembre 1789, le même Père invitait les Oratoriens « à faire leur offrande patriotique, chacun d'après ses facultés ». L'Assemblée Nationale, écrivait-il « ne tardera pas à s'occuper de ce qui concerne l'éducation. Il semble que ce serait le moment d'attirer sur nous les regards publics par un trait marqué de dévouement à l'intérêt géné-

(1) Archives Nationales, M. 228.

ral... Quand il s'agira de prononcer sur notre sort... nous aurons un droit de plus à la protection et à la confiance de la nation (1)».

Comme le prouve cette lettre, la grande préoccupation du Régime fut, dès le début de la Révolution, de tout tenter pour sauver l'Oratoire. Il s'employa avec d'autant plus de confiante activité à plaider sa cause devant l'Assemblée que, le décret de suppression des ordres monastiques ne visant pas une société où les vœux étaient inconnus, l'Oratoire se trouvait, momentanément du moins, rassuré, par la réponse de Treilhard. Le président du comité ecclésiastique de l'Assemblée avait en effet déclaré, après la séance du 11 février 1790 où il avait déposé son projet sur les ordres religieux, que « l'Oratoire devait continuer de servir la nation avec le même zèle dont il avait donné jusqu'ici tant de preuves (2) ».



Pourquoi faut-il que l'action du Régime ait alors été gênée par une initiative due à quelques particuliers ? Du collège Saint-Jaume de Marseille, en effet, parvint à Paris une requête en vue de la formation d'un comité de quinze membres qui, élu par les confrères aussi bien que par les prêtres, entrerait en relations avec l'Assemblée Nationale pour la réforme et le maintien de la Congrégation.

Ce projet, dû surtout à des « confrères » désireux de modifier à leur profit la constitution de l'Oratoire, sous prétexte qu'il était devenu « bien moins une congrégation de prêtres qu'une congrégation d'instituteurs », méconnaissait le but de l'Institut tel que l'avait défini Paul IV dans la bulle *Sacrosanctæ* et allait directement à l'encontre des constitutions.

Aussi le Général et son conseil le déclarèrent-ils « impossible » comme opposé aux règlements de la Congrégation. Seule une Assemblée générale, lit-on dans la réponse des Pères de Saint-Magloire, porte-parole du Conseil, « pourrait statuer sur l'opportunité d'une pareille réunion, et il est impossible actuellement de songer à en réunir une (3) ».

Non content d'employer les moyens de douceur et de persuasion pour convaincre les novateurs du caractère anticanonique de leur projet et de son inutilité, le Conseil, par l'organe du procureur général, mit le comité ecclésiastique de l'Assemblée au courant de l'affaire qui, disait le P. Vuillet, « nuirait nécessairement à l'en-

(1) cité par Ingold. *L'Oratoire et la Révolution*, Paris, Poussielgue, 1883, p. 19.

(2) Archives Nationales, M. 228 B..

(3) cité par Ingold. *op. cit.* p. 20.

seignement que l'Oratoire donne dans 30 collèges et 3 écoles militaires (1). »

La réponse du Comité, en date du 8 juin, quoique peu bienveillante pour l'Oratoire, n'en justifie pas moins l'attitude du Régime, puisqu'elle déclare la démarche « prématurée et dangereuse », comme susceptible de « nuire à l'éducation confiée à la Congrégation (2) ». C'est pourquoi le P. Moisset, par une circulaire datée de Notre-Dame des Vertus, à Aubervilliers, le 13 juin, la communiqua à toutes les Maisons. « Elle ramènera aux justes principes ceux des nôtres qu'une erreur passagère aurait égarés, écrivait-il. Tous, il s'en faut, n'ont pas été entraînés par le torrent. Beaucoup ont été trompés par un attachement et par un zèle peu réfléchi pour le corps. » Et il ajoutait avec la joie visible du Père heureux de rendre témoignage aux mérites de ses fils : « Grâce au Seigneur, plusieurs de nos Maisons fournissent encore de nombreux exemples à imiter. Oubliez des projets, calmez — croyez moi — des discussions qui, loin de nous conserver, ne peuvent qu'accélérer notre ruine et nous faire périr avec honte. Vous pouvez être sans aucune inquiétude sur nos dispositions à votre égard, nous ne craignons jamais d'être éclairés quand il en sera temps, et les vœux de cette chère Congrégation, s'il lui est permis de les faire entendre, seront toujours les nôtres (3). »

Mais ni cette lettre si paternelle, ni la circulaire du comité ecclésiastique, ni l'opposition de 269 oratoriens, pour la plupart prêtres, ne purent arrêter les dissidents, de sorte que, vers la fin de juillet, les votes, centralisés à la Maison de Lyon, y furent recensés, malgré l'opposition du Supérieur, sous la présidence d'un confrère. Une commission se trouva ainsi constituée, comprenant quinze membres dont dix confrères laïques.

Le Père Général et son Conseil, avant même d'avoir reçu avis officiel de ce résultat, protestèrent « au nom des statuts qui avaient toujours gouverné la Congrégation » et rappelèrent les opposants à leur observation (4). Et lorsque, le 6 août, le confrère Dotteville informa le P. Moisset de la constitution du comité, les menaces irrespectueuses que contenait sa lettre (5), loin d'ébranler le destinataire, attirèrent à son auteur cette ferme réponse : « ...Tant que le corps existera, tant qu'il n'aura pas de nouvelles lois, il doit se régir par les anciennes ; sans quoi il tomberait dans l'anarchie. Je suis le conservateur de nos règlements, et c'est un dépôt que je ne puis violer... Il ne m'est pas permis d'enfrein-

(1) Archives Nationales, M. 215.

(2) cité par Ingold, op. cit. p. 30.

(3) Archives Nationales M M. 604. Lettres des PP. Supérieurs Généraux de la Congrégation, N° 63.

(4) Ibid., M. 228 B.

(5) Ibid., M. 235.

dre les statuts qui nous ont toujours gouvernés, et tant qu'ils existeront, je ne puis que vous rappeler à leur observation (1). »

Cette réponse eut le résultat que souhaitait le P. Moisset, elle détruisit la résistance, si bien que, selon le mot d'un Père écrivant à Tabaraud, « le fameux comité se dissipa lui-même ou plutôt n'exista jamais (2) ». Cinq des membres élus eurent beau présenter à l'Assemblée nationale, « au nom des instituteurs publics de l'Oratoire », un plan d'éducation rédigé par l'un d'eux, Daunou, et déjà publié par lui en 1789 dans le *Journal Encyclopédique*, la Congrégation le désapprouva avec la plus grande énergie et l'Assemblée nationale ne le prit pas en considération. Les soi-disant « patriotes » n'avaient réussi qu'à mettre le trouble dans la Congrégation et à gêner le Régime dans les efforts qu'il tentait pour la sauver.

*
**

Car, loin de se laisser absorber par cette déplorable affaire, le P. Moisset ne perdait pas de vue l'œuvre qui, pour l'instant, lui paraissait, à bon droit, capitale : obtenir la reconnaissance légale de l'Oratoire.

Il fallait pour cela instruire l'Assemblée de sa véritable situation. A cet effet, utilisant un mémoire du P. Vuillet, *sur l'utilité pour la nation de laisser aux prêtres de l'Oratoire l'administration de leurs biens* (3), le Père Général soumit à l'Assemblée des *Réflexions sur l'Oratoire* (4) où se trouvent indiqué le caractère « purement séculier » de la société et la liberté « qui en fait l'essence ». L'auteur signalait les « heureuses analogies » faciles à remarquer entre la Constitution de l'Oratoire et « la Constitution française qui est celle d'une nation libre », et il terminait : « Il est donc évident qu'il importe à la nation de conserver, de protéger même la Congrégation de l'Oratoire, congrégation vraiment nationale et qu'on ne pourrait établir sur des principes plus analogues à la Constitution française que ceux qu'elle a reçus de la sagesse de son Institution. »

Peu après l'envoi de ces *Réflexions*, le 9 juillet 1790, les trois Assistants et les Supérieurs des Maisons de Paris furent admis, sur leur demande, à plaider la cause de l'Oratoire à la barre de l'Assemblée. Retenu par ses quatre-vingt-six ans accomplis et ses infirmités, le P. Moisset n'était pas à leur tête ; mais, en son nom, le premier assistant, le P. Poiret, réclama avec éloquence le maintien de l'Oratoire. Il insista sur « le caractère français et vrai-

(1) Archives Nationales, M. 235.

(2) Lettres du P. Pérrier au P. Tabaraud, cité par Ingold, op. cit., p. 42, note 2.

(3) in-8° de 8 p. s. d. Paris, V° Hérissant.

(4) in-4° de 4 p. s. d. Paris, Volland.

La sortie de saint Jean Eudes de l'Oratoire

Nous remercions le Père Em. Georges de nous autoriser à publier ici l'article suivant, paru dans « Les saints cœurs de Jésus et de Marie » (Avril 1936).

- Saint Jean Eudes avait-il le droit de quitter l'Oratoire ?
- Pourquoi, en réalité, l'a-t-il quitté ?

Double question, âprement agitée autrefois, et à laquelle s'intéressent, encore aujourd'hui, les esprits ouverts aux complexités de l'histoire, comme en témoignent les récents échanges d'idées qu'elle a provoqués dans un important séminaire universitaire international. (1) La solution qui en sera proposée, ici, ne saurait porter atteinte ni à l'honneur de l'Oratoire, ni à celui de saint Jean Eudes.

Le principe posé par le dernier et très brillant historien de l'Oratoire, A. George, vaut pour le passé comme pour le présent de cette société : « Dans l'Oratoire, écrit-il, règne la même liberté qu'à l'intérieur de l'Eglise, ni plus, ni moins. Le prêtre qui veut sortir de la Congrégation n'y trouve nul obstacle canonique : prêtre il était, prêtre il demeure, et la mention de l'*Oratoire*, seule, tombe à ce tournant. *Entre qui peut, sort qui veut*, proclamait une antique devise oratorienne, gravée, dit-on, sur le mur de la plus illustre maison, le collège de Juilly (2) ».

Les anciens biographes du saint disent équivalement la même chose : « On remarquera, écrit Beurrier (3), qu'il est étonnant qu'on ait besoin de justifier le P. Eudes sur sa sortie d'un corps, où l'on ne contracte aucun engagement, et duquel d'autres sortent, tous les jours, sans qu'on leur en fasse le moindre reproche. » Une note marginale, dont j'ignore la

(1) « Les étudiants, m'écrit-on, se posaient, au sujet de saint Jean Eudes, à l'occasion de la lecture de sa vie au réfectoire, toute une série de questions. Ils demandaient : 1° le P. Eudes avait-il le droit, au point de vue juridique, de quitter l'Oratoire. 2° Avait-il des motifs suffisants d'abandonner sa Congrégation ? Ne pouvait-il pas fonder des séminaires tout en restant à l'Oratoire ? »

(2) A. GEORGE : *L'Oratoire* (Collection « Les grands Ordres monastiques », p. 117, 118.

(3) BEURRIER : *La vie du Père Jean Eudes*, p. 63. J'utiliserai, à plusieurs reprises, dans cet article, cette vie malheureusement demeurée manuscrite. Elle contient, sur saint Jean Eudes, sa vie et ses œuvres, de très intéressantes précisions.

ment national » d'un corps dont les membres « toujours animés de sentiments patriotiques se consacrent par état et par libre choix à des travaux utiles à la nation » et émit le vœu que l'Assemblée « ne les jugeât pas indignes de servir la Patrie, en ne cessant de se livrer à des fonctions si importantes et qui les honorent. »

On sait la réponse du président de l'Assemblée, qui se trouvait être, ce jour là, un ancien élève de Juilly, le marquis de Bonnay : « Monsieur, la liberté est l'essence de notre institution, elle l'est aussi de vos statuts. Votre congrégation est depuis longtemps célèbre par ses lumières, utile par ses travaux, respectable par ses vertus. Depuis longtemps, elle préside avec succès à nos meilleurs établissements d'éducation publique. Elle a bien mérité de la Patrie (1). » L'Assemblée ordonna l'impression de ces paroles et du discours du P. Poirer. Elle n'en devait pas moins, deux ans plus tard, le 26 août 1792, nommer l'Oratoire en tête des « corporations éteintes et supprimées à partir de ce jour. »

Dieu épargna au Supérieur qui, après l'avoir, malgré l'extrême difficulté des temps, régi avec autant de fermeté que de modération, avait, nonobstant les années, déployé tant d'activité à en obtenir le maintien, la douleur d'assister impuissant à la ruine de l'Oratoire. Il le rappela à Lui le 18 novembre 1790.

Quand ses restes mortels eurent rejoint ceux de ses prédécesseurs dans les caveaux de l'église Saint-Honoré, les Assistants consultèrent le ministre sur la convocation de l'Assemblée générale qui lui donnerait un successeur. La réponse fut qu'on ne pouvait s'en occuper « jusqu'à ce que le sort de la Congrégation fût décidé (2) ». Il fallut donc s'en tenir à cette réponse que le P. Vuillet, procureur, fit connaître au Cardinal de Bernis, ambassadeur de France, à Rome : « Dans ce prétendu régime de liberté, lui écrivait-il, nous n'avons pas eu la faculté de choisir un successeur au P. Moisset (3). »

Ce successeur, ce fut le Pape lui-même qui le donna, soixante-deux ans plus tard au P. Moisset, quand il encouragea le P. Pététot à restaurer l'œuvre du Cardinal de Bérulle.

M. LEHERPEUR.

(1) 3 p. in-8° s. d. Paris, Baudouin.

(2) Archives Nationales, M. 217, liasse G.

(3) Cité par Ingold, op. cit., p. 46, note 1.

Sauvé Moisset

M. 219

~~portrait~~
carré portrait carré dans encadrement carré
avec bordure support au bas
plus des $\frac{3}{4}$ sur sa gauche

écriture fine, tête distinguée

M. Capet pinxit

C. F. Lebellier sculp.

Dans la bordure au bas

Très Révérend Père Sauvé Moisset
Supérieur général de la Congrégation des Oratoires
La sagesse est le plus précieux de tous les biens
Heureux celui qui l'a trouvée (Ps. 84 3)
à Paris chez Lebellier, rue des Vieilles Eves S. Honoré maison d'un
Boutonnier

H. 20 $\frac{1}{2}$

L. 14 $\frac{1}{2}$

2 exemplaires

ce capot prof. de dessin à Julliy

Moisset

Sauvé Moisset

<u>Listes Des Assemblées</u>	1729	Le Mans	act
	1732	London	act
	1733	"	"
	1736	"	"
	1739	Toulouse	
	1742	"	
	1745	Institution	sup
	1746	"	"
	1749	"	"
	1752	Paris	"
	1755	Institution	" assistant -
	1758	S ^t McGloire	" "
	1761	"	"
	1764	Paris	" "
	1767	"	" "
	1770	Institution	"
	1773	Paris	
	1776	"	supérieur
	1779	"	"
	1782	Paris	sup. Général
	1785	"	"
	1788	"	"

M. M. 612 N° 810

Le C. Sauvé (Salvator) Moisset, natif de Bayonne, âgé d'environ 19 ans 1/2 fils de M. Joseph Moisset, capitaine des vainqueurs du roi et de Suzanne de Foszy, ayant fait ses humanités et sa philosophie à Guilly Suzanne de Foszy, ayant fait ses humanités et sa philosophie à Guilly et entré le 19 sept 1724 et a été reçu le port. Il n'est pas tenu. Il a prouvé 50^e pour son année d'institution, la pension ordinaire pendant ses études en théologie et son extraction pour toujours.

M. M. 613 N° 19, p. 5

Le P. Sauvé Moisset, né à Bayonne le 5 juin 1704, reçu le 7 octobre 1724,
prêtre en juin 1729.

1743 Condoum sup.

1744 " "

élu supérieur général de la Congrégation le 16 sept 1779.

MM. 612 , page , N° 798 de ma copie

Le Confrère Sauvé (Salvatus) Moisset, laïc

Né à Bayonne 19 1/2 environ

Fils de Joseph Moisset, capitaine de vaisseaux du roi et Suzanne

Humanités et phil. à Jullly

Entré à Paris le 19 sept , vêtu le 7 oct. 1724

Pension : 500^{fr} tout, 250^{fr} études et entretien toujours

M. M. 618, page 118 N° 795 =

Le Confrère Confrère Sauvé Moisset, laïc

né à Bayonne, environ 19 ans 1/2

fils de Joseph Moisset, capitaine de vaisseaux du roi et Suzanne de Jossis

humanités et phil. à Jullly

entré à Paris le 19 sept , vêtu le 7 oct. 1724

Pension = 500^{fr} - 250^{fr} aux études - entretien pour toujours

M. M. 607. 4^e catalogue, N° 1158 =

Sauvé Moisset, de Bayonne, entré à Paris en 1724, prêtre le 11 juin 1729

M. M. catalogue =

Sauvé Moisset, de Bayonne, entré à Paris en 1724, prêtre en juin 1729

Le Père Sauvé Moisset

Neuvième Supérieur Général de l'Oratoire

Lorsque, le 14 septembre 1779, les députés de l'Oratoire se réunirent à la Maison de Saint-Honoré, pour la 50^e Assemblée triennale, le P. Louis de Muly, qui les y avait convoqués, le 25 mars, était, deux mois déjà passés, retourné à Dieu. Le choix de son successeur devint donc la grande affaire de l'Assemblée et une affaire qui, une fois de plus, ne laissa pas que d'embarasser les députés.

Comme six ans plus tôt, « presque tous les vœux portaient le P. Laurent d'Anglade à cette place », assure Tarabaud (1) ; or, le Roi l'ayant, sur le désir du P. de Muly, nommé son député, son élection semblait certaine. Mais ceux qui, en 1773, avaient réussi à l'écarter du généralat, lui en barrèrent derechef la route, en obtenant, par le crédit de l'évêque d'Autun, M. de Marboeuf, ministre de la feuille des bénéfices, le retrait d'une « commission qui faisait disparaître tous les anciens obstacles (2) ».

Si cette manœuvre parvint à priver définitivement la Congrégation d'un chef qui était digne à tous égards de présider à ses destinées, elle n'eut pas du moins pour résultat d'amener l'élection du P. Pierre Peynaud du Verdier, favori de ses adversaires, et l'Oratoire ne put que s'en féliciter, si l'élévation de ce Père à l'évêché corse de Mariana en 1782 prouva dans la suite qu'« on peut être doué de toutes les qualités sociales et manquer des talents d'administrateur (3) ». C'est là, du reste, le seul motif, mis en avant contre lui par la majorité des électeurs. Ils « craignaient, les anciens Pères surtout, et avec quelque apparence de raison, que les jeunes gens ne prissent trop d'ascendant sur son gouvernement (4) ». Mais ce motif leur paraissait de si grand poids que ni l'éloquence, ni les « insinuations (5) » de l'archevêque de Narbonne, l'un des commissaires du Roi, ne purent briser leur fermeté. En revanche, la « décence de leur opposition déconcerta » le prélat, si bien qu'il renonça à son protégé, pourvu que les partisans du P. d'Anglade reportassent leur suffrage sur un autre Père.

Dans ces conditions, l'Assemblée, qu'une lettre de M. Amelot, ministre du Roi, avait « invitée à mériter les bonnes grâces de Sa Majesté », songea au P. Sauvé Moisset, supérieur de la

(1 et 2) Tabaraud. *Histoire de Pierre de Bérulle...*, suivie d'une notice des Supérieurs généraux de cette Congrégation; Paris, Lyon, 1817, t. II, p. 309.

(3 et 4) op. cit., note de la page 311.

(5) op. cit., p. 309.

Maison de Saint-Honoré, son doyen d'âge, et, comme tel, son président, puisque la Congrégation n'avait plus de chef. Son titre de député du Roi assurait les électeurs que leur choix, s'ils l'élevaient général, agréerait à la Cour, de sorte qu'à la 9^e session, le 16 septembre 1779, les 22 suffrages, qui représentaient les deux tiers des voix, lui furent acquis (1).

Mais le Père, qui avait dépassé soixante-quinze ans et que l'on savait aussi nu d'ambition qu'orné de vertus, objecta son âge et ses infirmités et « opposa ses prières et ses larmes aux vœux de l'Assemblée ». Il « continuait ainsi, par cette touchante et pieuse résistance, la trace de tous ses prédécesseurs », a soin de noter l'annaliste (2), sans plus de succès qu'eux toutefois, puisqu'il dut enfin consentir à se charger du fardeau, « pour céder aux fâcheuses circonstances où la congrégation se trouvait (3) ».

Il faut en convenir : on touchait à la fin de l'Ancien Régime, et l'Oratoire, au moins autant que la plupart des Congrégations subissait le contre-coup du malaise général dont souffrait alors l'Eglise gallicane. Comment un vieillard, dont les ans avaient amoindri les forces, n'eût-il pas été effrayé d'en prendre en mains le gouvernement ? Ses confrères, d'ailleurs, n'eussent pas songé à le lui imposer, si les commissaires du Roi n'avaient entravé la liberté de leur choix. Toutefois, les conjonctures, les rares vertus sacerdotales du nouveau général et les hautes situations qu'il avait occupées à son honneur et pour le plus grand bien du corps, expliquaient leur vote.

*
**

Peu d'Oratoriens connaissaient mieux la Congrégation que le P. Sauvé Moisset. Né à Bayonne, le 5 juin 1704, d'une noble famille du Béarn, (il était fils de Joseph Moisset, capitaine des vaisseaux du roi, et de dame Suzanne de Jossys) il vivait à l'Oratoire depuis près de soixante ans et s'y était acquitté de charges — celle surtout de supérieur de l'Institution de Paris — qui l'avaient mis en relations avec un grand nombre de Pères.

L'Oratoire de Juilly revendiquait l'honneur de le compter parmi les anciens élèves de son Académie Royale, au temps où, jeune homme, il y fit ses humanités, sa rhétorique et sa philosophie (4). L'Institution de Paris, où il entra à vingt ans, le 19 septembre 1724, le forma à la vie oratorienne, et, quand il eut achevé le cycle des études ecclésiastiques, il fut envoyé comme régent au Collège du Mans d'abord, où il se trouvait lors de l'Assemblée de

(1 et 2) Archives Nationales M M. 624. Annales de la Congrégation de l'Oratoire, 1779, p. 186.

(3) Tabaraud, loc. cit., p. 310.

(4) G. Hamel, *Histoire de l'Abbaye et du collège de Juilly*, Paris, Dunniol, 1868, p. 138, et Arch. nat. M M. 612, registre d'entrée à l'Institution.

1729 (1), à celui de Condom, ensuite (2) dont il devint supérieur en 1743 et 1744 (3).

De l'enseignement dans les collèges, le P. Moisset passa à celui des séminaires, et la liste triennale de 1739 le donne parmi les Pères du Séminaire de Toulouse. Il y déploya dans la formation des clercs de si éminentes qualités qu'au bout de six ans, le P. de la Valette, alors Supérieur général, lui confia la direction de l'Institution de Paris, l'une des charges les plus importantes de la Congrégation.

C'était en 1744. Le Père ne devait plus quitter Paris dont il gouverna tour à tour, et chacune à plusieurs reprises, les trois maisons : l'Institution, douze ans ; le Séminaire archiépiscopal Saint-Magloire, six, et la Maison-Mère de la rue Saint-Honoré, quinze (4).

Tabaraud, son contemporain, le montre se distinguant dans ces postes en vue par « sa vie exemplaire, son assiduité à toutes ses fonctions, son attachement à l'Oratoire (5). »

Son administration si sage non moins que sa connaissance approfondie des sciences ecclésiastiques et ses vertus sacerdotales lui valurent d'être élu par les députés des Assemblées générales de 1754, 1757, 1761 et 1764, assistant des PP. de la Valette et de Muly. Il gouvernait depuis six ans et, pour la troisième fois, la Maison de Saint-Honoré, quand, en 1779, il recueillit la succession de ce dernier.

*
**

Dans le gouvernement de la Congrégation, le nouveau général fit preuve des qualités de paternelle bonté, de douce fermeté, d'absolu désintéressement et de surnaturelle prudence qui avaient rendu si fécondes les trente trois années consacrées par lui à diriger les Maisons de Paris.

Les actes des Assemblées générales qu'il présida, les lettres que, pour leur « indiction », il écrivit aux Pères, le font voir rempli de la surnaturelle préoccupation de maintenir haut parmi eux le sublime idéal de perfection sacerdotale proposé comme but à ses fils par le Cardinal de Bérulle, et de veiller au fidèle emploi des moyens prescrits par les Constitutions pour leur permettre d'y atteindre et de n'en pas déchoir.

On l'entend, à l'Assemblée de 1782, qui suivit celle de son élection, « conjurer les supérieurs de faire revivre, autant qu'il

(1) Voir liste triennale de 1729.

(2) Voir listes triennales de 1732, 1733 et 1736.

(3) Tabaraud, loc. cit. p. 310.

(4) Les listes triennales de 1745, 1746, 1749 et 1770, le donnent comme supérieur de l'Institution ; celles de 1758 et 1761, comme supérieur de Saint-Magloire ; celles de 1752, 1764, 1767, 1776 et 1779, comme supérieur de la Maison de Saint-Honoré.

(5) op. cit. p. 310.

est en eux, dans leurs maisons, l'esprit de piété, l'amour des bonnes études et le saint usage des Sacrements (1). A celle de 1788, il les « exhorte à s'opposer au relâchement et à rappeler souvent que la prière, l'application à l'étude et l'amour de la retraite forment les trois dispositions essentielles de l'état oratorien (2). »

Et pour donner plus de poids à ces paternels avis que rendait de plus en plus nécessaires le nombre sans cesse croissant des confrères laïques, admis souvent avec trop de précipitation par suite des besoins des collèges, le P. Moisset avait soin de remettre sous les yeux de ses confrères quelques unes des vérités qui avaient alimenté la piété et inspiré la vie des premiers oratoriens. C'est ainsi qu'il les entretint du Sacerdoce de Jésus-Christ, avant l'Assemblée de 1782 ; de son amour pour les hommes, en 1785 (3) ; des devoirs du prêtre, en 1788.

« C'est dans l'application soutenue à ces devoirs du sacerdoce que consiste le bien réel » de la Congrégation, écrivait-il, dans cette dernière lettre, (4), ce bien que l'Assemblée a pour but « d'affirmer, de renouveler, de perpétuer ». « Demandons-nous donc, ajoutait-il, quels sont les sentiers suivis par nos Anciens ; ce sera pour nous le moyen de connaître la bonne voie. Il est doux de convenir que ces sentiers ne sont pas abandonnés parmi nous, que la bonne voie n'est pas déserte, qu'un grand nombre de sujets y marchent courageusement. Mais n'en est-il pas qui s'y lassent pour leur malheur, même qui, s'ils ne la quittent pas, demeurent honteusement à l'entrée ? Dans les corps les plus sagement établis, de solides constructions ont beau s'y multiplier, des exemples édifiants abonder, il se trouve inévitablement un mélange de forts et de faibles. » A ceux-là, le Père disait *State* ; à ceux-ci, *Renovamini* ; et, pour leur offrir des modèles, il leur retraçait le portrait des premiers disciples du P. de Bérulle.



Ces lignes du Père Général le disent avec netteté : si, à la veille de la tourmente qui devait l'anéantir pour soixante ans, l'Oratoire comptait encore « un grand nombre » de fidèles disciples de son fondateur, il n'était pas demeuré à l'abri des idées dissolvantes qui, sur la fin de l'Ancien Régime, causèrent de si funestes ravages dans les rangs du clergé tant séculier que régulier. Les passions jansénistes insuffisamment éteintes chez quelques uns, l'influence des « confrères » ou auxiliaires laïques crois-

(1) Actes de la 51^e Assemblée Générale, session 7^e. p. 11. (Archives Nationales, M. 217)

(2) Actes de la 53^e Assemblée Générale, session 10^e p. 24 (Archives Nationales M. 217)

(3) Archives Nationales M. M. 604. Recueil des Circulaires des P. P. Supérieurs généraux de la Congrégation de l'Oratoire de Jésus, depuis l'année 1641. N^{os} 60 et 61.

(4) *ibid.* n^o 62.

sant avec leur nombre (1) en favorisèrent même le développement plus qu'en certains autres corps religieux. La loi de l'histoire exige qu'on le reconnaisse, quelque peine qu'on en éprouve.

Il est du moins établi que si, sous l'influence de ces causes, l'esprit du siècle pénétra trop facilement dans les collèges oratoriens, la force des études s'y maintint jusqu'à la fin. On en trouve la preuve dans la lettre qu'en 1781, M. de Ségur, ministre de la guerre, adresse au P. Général pour lui faire savoir combien le Roi était « satisfait de tout ce qu'il apprenait » au sujet des trois écoles militaires confiées à la Congrégation et lui exprimer le désir qu'avait Sa Majesté de voir multiplier de plus en plus « les objets de l'utilité de l'Oratoire par la voie de l'Instruction publique (2). » Elles en fournissent d'autres, les instances réitérées de plusieurs villes auprès du Père Général pour l'amener à prendre la direction de leurs collèges, instances parfois si pressantes que, ce dernier, malgré qu'il en eût, ne put toujours s'y dérober et dut accepter, en 1781, le collège d'Agen et, en 1786, celui d'Autun.

Ce fut la dernière fondation de l'Ancien Oratoire. Elle porta à 73 le nombre de ses établissements ainsi répartis : la Maison-Mère de Saint-Honoré, trois institutions, deux maisons d'étude, six grands et deux petits séminaires, trente collèges, onze cures et dix-neuf résidences ou maisons de retraite (3). Dans ces soixante-et-onze maisons vivaient les sept-cent-cinquante-et-un membres dont se composait alors la Congrégation : deux cent trente six prêtres, trois cent quatre-vingt quatorze confrères et cent vingt-et-un frères servants (4).

*
**

Lorsque le P. Moisset et son conseil dressèrent ce dernier état de l'Oratoire, le 1^{er} avril 1790, à la demande de Treillard, président du comité ecclésiastique de l'Assemblée Nationale, il y avait déjà huit mois que le Serment du Jeu de Paume avait ouvert l'ère révolutionnaire. S'il n'entre pas dans le cadre de cette monographie de raconter l'histoire de la Congrégation au cours de la tourmente jusqu'à sa suppression le 4 novembre 1792, du moins faut-il, sous peine de la laisser inachevée, montrer avec quelle fermeté admirable chez un vieillard de quatre-vingt-cinq ans passés, le dernier Supérieur de l'Ancien Oratoire s'efforça, aux prises avec des difficultés sans cesse renaissantes, de s'opposer à toute atteinte aux Constitutions confiées à sa vigilance et de sauver, s'il se pouvait, sa famille religieuse de la ruine.

(1) Au 1^{er} Avril 1790, le nombre des « confrères » était de 394 contre 236 prêtres seulement (Archives Nationales M. 229)

(2) Archives Nationales, M. 228 B.

(3) Archives Nationales, MM 592.

(4) Archives Nationales, M. 229.

Encore que la masse du clergé français, ne se séparant point de l'ensemble de la nation, accueillit plutôt avec enthousiasme la convocation des Etats-Généraux de 1789, et qu'au lendemain de la prise de la Bastille, le *Te Deum* retentit sous les voûtes de nombreuses églises parisiennes, la Révolution, à peine à ses débuts, laissa voir le caractère irrégulier qu'elle devait revêtir et qu'avaient voulu lui donner ceux qui, depuis longtemps, la préparaient.

La veille même de la prise de la Bastille, une horde furieuse, après avoir, dans la nuit du 12 au 13 juillet, saccagé Saint-Lazare, envahit la Maison de Saint-Honoré, dont seule une large distribution d'argent empêcha le pillage.

Dans la nuit du 4 Août, l'Assemblée Nationale, par l'abolition de la dîme, entra dans la voie de la confiscation des biens ecclésiastiques, pour ne s'arrêter qu'après les avoir, le 4 novembre, déclarés propriété de la Nation et mis en vente, le 19 décembre. Puis, manifestant des dispositions de plus en plus hostiles à la religion, elle décréta la sécularisation des personnes après celle des biens, en abolissant les ordres monastiques, le 13 février 1790.

Ces mesures persécutrices, si elles ne tardèrent pas à ouvrir les yeux de la plupart sur la tournure nettement irrégulière des événements, ne produisirent pas, il s'en faut, pareil effet sur tous. Il en résulta un dualisme de vues qui ne rendit pas toujours aisée la charge des supérieurs ecclésiastiques. Le P. Moisset s'en aperçut bientôt.

Après l'envahissement de la Maison de Saint-Honoré, il avait dû, cédant aux prières du Conseil, se retirer à Montmorency « à cause des troubles qui commençaient vivement à Paris (1) ». Mais, de là, il pouvait suivre de près les événements, et, de concert avec ses assistants, prendre les mesures que réclamait l'intérêt du corps.

Fidèle au désintéressement que témoigna toujours l'Oratoire à l'égard des biens terrestres, le Conseil s'émut peu, tant que les seuls intérêts matériels furent en jeu. En exécution du décret qui prescrivait la déclaration des biens d'Eglise, le P. Moisset chargea le P. Vuillet, procureur, d'adresser aux Supérieurs locaux de sages conseils sur la manière de faire cette déclaration, « afin de remplir les vœux de l'Assemblée ». Quelques jours plus tard, 20 décembre 1789, le même Père invitait les Oratoriens « à faire leur offrande patriotique, chacun d'après ses facultés ». L'Assemblée Nationale, écrivait-il « ne tardera pas à s'occuper de ce qui concerne l'éducation. Il semble que ce serait le moment d'attirer sur nous les regards publics par un trait marqué de dévouement à l'intérêt géné-

(1) Archives Nationales, M. 228.

ral... Quand il s'agira de prononcer sur notre sort,... nous aurons un droit de plus à la protection et à la confiance de la nation (1) ».

Comme le prouve cette lettre, la grande préoccupation du Régime fut, dès le début de la Révolution, de tout tenter pour sauver l'Oratoire. Il s'employa avec d'autant plus de confiante activité à plaider sa cause devant l'Assemblée que, le décret de suppression des ordres monastiques ne visant pas une société où les vœux étaient inconnus, l'Oratoire se trouvait, momentanément du moins, rassuré, par la réponse de Treilhard. Le président du comité ecclésiastique de l'Assemblée avait en effet déclaré, après la séance du 11 février 1790 où il avait déposé son projet sur les ordres religieux, que « l'Oratoire devait continuer de servir la nation avec le même zèle dont il avait donné jusqu'ici tant de preuves (2) ».



Pourquoi faut-il que l'action du Régime ait alors été gênée par une initiative due à quelques particuliers ? Du collège Saint-Jaume de Marseille, en effet, parvint à Paris une requête en vue de la formation d'un comité de quinze membres qui, élu par les confrères aussi bien que par les prêtres, entrerait en relations avec l'Assemblée Nationale pour la réforme et le maintien de la Congrégation.

Ce projet, dû surtout à des « confrères » désireux de modifier à leur profit la constitution de l'Oratoire, sous prétexte qu'il était devenu « bien moins une congrégation de prêtres qu'une congrégation d'instituteurs », méconnaissait le but de l'Institut tel que l'avait défini Paul IV dans la bulle *Sacrosanctæ* et allait directement à l'encontre des constitutions.

Aussi le Général et son conseil le déclarèrent-ils « impossible » comme opposé aux règlements de la Congrégation. Seule une Assemblée générale, lit-on dans la réponse des Pères de Saint-Magloire, porte-parole du Conseil, « pourrait statuer sur l'opportunité d'une pareille réunion, et il est impossible actuellement de songer à en réunir une (3) ».

Non content d'employer les moyens de douceur et de persuasion pour convaincre les novateurs du caractère anticanonique de leur projet et de son inutilité, le Conseil, par l'organe du procureur général, mit le comité ecclésiastique de l'Assemblée au courant de l'affaire qui, disait le P. Vuillet, « nuirait nécessairement à l'en-

(1) cité par Ingold. *L'Oratoire et la Révolution*, Paris, Poussielgue, 1883, p. 19.

(2) Archives Nationales, M. 228 B..

(3) cité par Ingold. op. cit. p. 20.

Lundi 13 juillet 1789 le Conseil assemblé à prié le Père Moisset
supérieur général, de se retirer à Montmorency à cause des troubles
qui commençoient vivement à Paris, ce qu'il a fait

ment national » d'un corps dont les membres « Toujours animés de sentiments patriotiques se consacrent par état et par libre choix à des travaux utiles à la nation » et émit le vœu que l'Assemblée « ne les jugât pas indignes de servir la patrie, en ne cessant de se livrer à des fonctions si importantes et qui les honorent. »

On sait la réponse du président de l'Assemblée, qui se trouvait être, ce jour-là, un ancien élève de Juilly, le marquis de Bonnaville : « Monsieur, la liberté est l'essence de notre institution, elle l'est aussi de vos statuts. Votre Congrégation est depuis longtemps célèbre par ses lumières, utile par ses travaux, respectable par ses vertus. Depuis longtemps, elle préside avec succès à nos meilleurs établissements d'éducation publique. Elle a bien mérité de la Patrie. » ⁽¹⁾ L'Assemblée ordonna l'impression de ces paroles et du discours du Père Guvier. Elle n'en devait pas moins, deux ans plus tard, le 26 août 1792, nommer l'Oratoire en tête des « corporations étimées et supprimées à partir de ce jour. »

Dieu épargna au Supérieur qui, après l'avoir, malgré l'extrême difficulté des temps, régi avec autant de fermeté que de modération, avait, nonobstant les années, déployé tant d'activité à en obtenir le maintien, la douleur d'assister impuissant à la ruine de l'Oratoire. Il le rappela à lui le 18 Nov. 1790.

Quant ses restes mortels eurent rejoint ceux de ses prédécesseurs dans les caveaux de l'église St Honoré, les assistants consultèrent le Ministre sur la convocation de l'Assemblée générale qui lui donnerait un successeur. La réponse fut qu'on ne pouvait s'en occuper « jusqu'à ce que le sort de la Congrégation fut décidé. » ⁽²⁾ Il fallut donc s'en tenir à cette réponse que le P. Vuillet, procureur, fit connaître au cardinal de Bernis, ambassadeur de France à Rome : « Dans ce prétendu régime de liberté, lui écrivait-il, nous n'avons pas eu la faculté de choisir un successeur au P. Moisset. » ⁽³⁾ Ce successeur, ce fut le Pape lui-même qui le donna, 62 ans plus tard, au P. Moisset, quand il encouragea le P. Pétotot à restaurer l'œuvre du Cardinal de Bernis.

M. Leberpent, Del'Oratoire

Oratoire de France : n° 25, janvier 1937

(1) 3 pages in 8
sans date, Paris
Baudouin.

(2) Arch. et les
n° 217, liasse G.

(3) Hugold : l'Oratoire
et la Révolution
p. 46, note 1.

J'ay reçu de ce p^r le Marquis de Ligny la somme
de deux cent livres pour six mois de son loyer cédés
le 1^{er} de ce mois dont quittance a Paris ce 3. novembre
1738.

Quittance
de

Moissek p^r de hor.



Moissek p^r de hor.

aveugles et ressuscitait les morts. Ou bien nous avons mangé et bu, et bien sûr, ce n'était pas un songe : quelqu'un nous nourrissait par son côté ouvert, et refaisait notre nature par l'aliment céleste qu'il nous donnait. Ainsi, de multiples façons celui qui sera notre Juge nous prépare à être jugés, celui qui nous glorifiera nous prépare à être glorifiés, afin qu'il ne puisse nous prendre au dépourvu, mais que, lorsque résonnera la voix de l'Archange et que nous serons appelés à rencontrer l'époux, nous soyons prêts....

Ce que j'ai dit concernant les rites s'applique plus intégralement encore aux saints temps qui renferment la célébration de rites nombreux. Il est des temps où nous pouvons humblement espérer une grâce plus grande parce qu'ils nous invitent spécialement aux moyens de la grâce. Voici, en particulier, le temps de la purification sous toutes ses formes... C'est le temps des cœurs chastes et des regards pieux, des pensées graves et des austères résolutions et des œuvres de charité, le temps de se rappeler ce que nous sommes et ce que nous serons. Sortons pour rencontrer le Christ dans l'attente de nos cœurs repentants ; et bien qu'Il tarde à venir, attendons-le dans le froid lugubre qui un jour prendra fin. Il faudra bien qu'un jour nous répondions à son appel quand il nous dépouillera de notre corps ; anticipons par un acte volontaire ce qui, un jour, nous sera imposé comme une nécessité. Que notre attente soit solennelle, craintive, confiante, patiente et obéissante ; soyons soumis à sa volonté, tout en faisant de bonnes œuvres. Prions-le toujours de se souvenir de nous quand il sera dans son royaume ; de se souvenir de nos amis, de nos ennemis, et de nous visiter ici-bas selon sa miséricorde, afin qu'il nous récompense dans l'autre vie selon sa justice.

NEWMAN.

Parochial Sermons, vol. V. 1^{er} sermon.

Grains de sénévé

« Soyez joyeux ; ne péchez pas, mais je veux vous voir contents... Un caractère gai est plus propre à la perfection, qu'un mélancolique... Quand tu étais pauvre, disait-il à un jeune homme devenu héritier d'une petite fortune, tu avais un visage d'ange, qui faisait plaisir à voir ; maintenant, ta joie a disparu ; tu es devenu tout mélancolique... Et il répétait souvent à tous : « Scrupules et mélancolie, hors de mon logis ».

Saint Philippe NERI.

Le Père Sauvé Moisset

Neuvième Supérieur Général de l'Oratoire

Lorsque, le 14 septembre 1779, les députés de l'Oratoire se réunirent à la Maison de Saint-Honoré, pour la 50^e Assemblée triennale, le P. Louis de Muly, qui les y avait convoqués, le 25 mars, était, deux mois déjà passés, retourné à Dieu. Le choix de son successeur devint donc la grande affaire de l'Assemblée et une affaire qui, une fois de plus, ne laissa pas que d'embarrasser les députés.

Comme six ans plus tôt, « presque tous les vœux portaient le P. Laurent d'Anglade à cette place », assure Tarabaud (1) ; or, le Roi l'ayant, sur le désir du P. de Muly, nommé son député, son élection semblait certaine. Mais ceux qui, en 1773, avaient réussi à l'écarter du généralat, lui en barrèrent derechef la route, en obtenant, par le crédit de l'évêque d'Autun, M. de Marbœuf, ministre de la feuille des bénéfices, le retrait d'une « commission qui faisait disparaître tous les anciens obstacles (2) ».

Si cette manœuvre parvint à priver définitivement la Congrégation d'un chef qui était digne à tous égards de présider à ses destinées, elle n'eut pas du moins pour résultat d'amener l'élection du P. Pierre Peynaud du Verdier, favori de ses adversaires, et l'Oratoire ne put que s'en féliciter, si l'élévation de ce Père à l'évêché corse de Mariana en 1782 prouva dans la suite qu'« on peut être doué de toutes les qualités sociales et manquer des talents d'administrateur (3) ». C'est là, du reste, le seul motif, mis en avant contre lui par la majorité des électeurs. Ils « craignaient, les anciens Pères surtout, et avec quelque apparence de raison, que les jeunes gens ne prissent trop d'ascendant sur son gouvernement (4) ». Mais ce motif leur paraissait de si grand poids que ni l'éloquence, ni les « insinuations (5) » de l'archevêque de Narbonne, l'un des commissaires du Roi, ne purent briser leur fermeté. En revanche, la « décence de leur opposition déconcerta » le prélat, si bien qu'il renonça à son protégé, pourvu que les partisans du P. d'Anglade reportassent leur suffrage sur un autre Père.

Dans ces conditions, l'Assemblée, qu'une lettre de M. Amelot, ministre du Roi, avait « invitée à mériter les bonnes grâces de Sa Majesté », songea au P. Sauvé Moisset, supérieur de la

(1 et 2) Tabaraud. *Histoire de Pierre de Bérulle...*, suivie d'une notice des Supérieurs généraux de cette Congrégation; Paris, Lyon, 1817, t. II, p. 309.

(3 et 4) op. cit., note de la page 311.

(5) op. cit, p. 309,

Maison de Saint-Honoré, son doyen d'âge, et, comme tel, son président, puisque la Congrégation n'avait plus de chef. Son titre de député du Roi assurait les électeurs que leur choix, s'ils l'élevaient général, agréerait à la Cour, de sorte qu'à la 9^e session, le 16 septembre 1779, les 22 suffrages, qui représentaient les deux tiers des voix, lui furent acquis (1).

Mais le Père, qui avait dépassé soixante-quinze ans et que l'on savait aussi nu d'ambition qu'orné de vertus, objecta son âge et ses infirmités et « opposa ses prières et ses larmes aux vœux de l'Assemblée ». Il « continuait ainsi, par cette touchante et pieuse résistance, la trace de tous ses prédécesseurs », a soin de noter l'annaliste (2), sans plus de succès qu'eux toutefois, puisqu'il dut enfin consentir à se charger du fardeau, « pour céder aux fâcheuses circonstances où la congrégation se trouvait (3) ».

Il faut en convenir : on touchait à la fin de l'Ancien Régime, et l'Oratoire, au moins autant que la plupart des Congrégations subissait le contre-coup du malaise général dont souffrait alors l'Eglise gallicane. Comment un vieillard, dont les ans avaient amoindri les forces, n'eût-il pas été effrayé d'en prendre en mains le gouvernement ? Ses confrères, d'ailleurs, n'eussent pas songé à le lui imposer, si les commissaires du Roi n'avaient entravé la liberté de leur choix. Toutefois, les conjonctures, les rares vertus sacerdotales du nouveau général et les hautes situations qu'il avait occupées à son honneur et pour le plus grand bien du corps, expliquaient leur vote.

*
**

Peu d'Oratoriens connaissaient mieux la Congrégation que le P. Sauvé Moisset. Né à Bayonne, le 5 juin 1704, d'une noble famille du Béarn, (il était fils de Joseph Moisset, capitaine des vaisseaux du roi, et de dame Suzanne de Jossys) il vivait à l'Oratoire depuis près de soixante ans et s'y était acquitté de charges — celle surtout de supérieur de l'Institution de Paris — qui l'avaient mis en relations avec un grand nombre de Pères.

L'Oratoire de Juilly revendiquait l'honneur de le compter parmi les anciens élèves de son Académie Royale, au temps où, jeune homme, il y fit ses humanités, sa rhétorique et sa philosophie (4). L'Institution de Paris, où il entra à vingt ans, le 19 septembre 1724, le forma à la vie oratorienne, et, quand il eut achevé le cycle des études ecclésiastiques, il fut envoyé comme régent au Collège du Mans d'abord, où il se trouvait lors de l'Assemblée de

(1 et 2) Archives Nationales M M. 624. Annales de la Congrégation de l'Oratoire, 1779, p. 186.

(3) Tabaraud, loc. cit., p. 310.

(4) G. Hamel, *Histoire de l'Abbaye et du collège de Juilly*, Paris, Dunniol, 1868, p. 138, et Arch. nat. M M. 612, registre d'entrée à l'Institution.

1729 (1), à celui de Condom, ensuite (2) dont il devint supérieur en 1743 et 1744 (3).

De l'enseignement dans les collèges, le P. Moisset passa à celui des séminaires, et la liste triennale de 1739 le donne parmi les Pères du Séminaire de Toulouse. Il y déploya dans la formation des clercs de si éminentes qualités qu'au bout de six ans, le P. de la Valette, alors Supérieur général, lui confia la direction de l'Institution de Paris, l'une des charges les plus importantes de la Congrégation.

C'était en 1744. Le Père ne devait plus quitter Paris dont il gouverna tour à tour, et chacune à plusieurs reprises, les trois maisons : l'Institution, douze ans ; le Séminaire archiépiscopal Saint-Magloire, six, et la Maison-Mère de la rue Saint-Honoré, quinze (4).

Tabaraud, son contemporain, le montre se distinguant dans ces postes en vue par « sa vie exemplaire, son assiduité à toutes ses fonctions, son attachement à l'Oratoire (5). »

Son administration si sage non moins que sa connaissance approfondie des sciences ecclésiastiques et ses vertus sacerdotales lui valurent d'être élu par les députés des Assemblées générales de 1754, 1757, 1761 et 1764, assistant des PP. de la Valette et de Muly. Il gouvernait depuis six ans et, pour la troisième fois, la Maison de Saint-Honoré, quand, en 1779, il recueillit la succession de ce dernier.

*
**

Dans le gouvernement de la Congrégation, le nouveau général fit preuve des qualités de paternelle bonté, de douce fermeté, d'absolu désintéressement et de surnaturelle prudence qui avaient rendu si fécondes les trente trois années consacrées par lui à diriger les Maisons de Paris.

Les actes des Assemblées générales qu'il présida, les lettres que, pour leur « indiction », il écrivit aux Pères, le font voir rempli de la surnaturelle préoccupation de maintenir haut parmi eux le sublime idéal de perfection sacerdotale proposé comme but à ses fils par le Cardinal de Bérulle, et de veiller au fidèle emploi des moyens prescrits par les Constitutions pour leur permettre d'y atteindre et de n'en pas déchoir.

On l'entend, à l'Assemblée de 1782, qui suivit celle de son élection, « conjurer les supérieurs de faire revivre, autant qu'il

(1) Voir liste triennale de 1729,

(2) Voir listes triennales de 1732, 1733 et 1736.

(3) Tabaraud, *loc. cit.* p. 310.

(4) Les listes triennales de 1745, 1746, 1749 et 1770, le donnent comme supérieur de l'Institution; celles de 1758 et 1761, comme supérieur de Saint-Magloire; celles de 1752, 1764, 1767, 1776 et 1779, comme supérieur de la Maison de Saint-Honoré.

(5) *op. cit.* p. 310.

est en eux, dans leurs maisons, l'esprit de piété, l'amour des bonnes études et le saint usage des Sacrements (1). A celle de 1788, il les « exhorte à s'opposer au relâchement et à rappeler souvent que la prière, l'application à l'étude et l'amour de la retraite forment les trois dispositions essentielles de l'état oratorien (2). »

Et pour donner plus de poids à ces paternels avis que rendait de plus en plus nécessaires le nombre sans cesse croissant des confrères laïques, admis souvent avec trop de précipitation par suite des besoins des collèges, le P. Moisset avait soin de remettre sous les yeux de ses confrères quelques unes des vérités qui avaient alimenté la piété et inspiré la vie des premiers oratoriens. C'est ainsi qu'il les entretint du Sacerdoce de Jésus-Christ, avant l'Assemblée de 1782 ; de son amour pour les hommes, en 1785 (3) ; des devoirs du prêtre, en 1788.

« C'est dans l'application soutenue à ces devoirs du sacerdoce que consiste le bien réel » de la Congrégation, écrivait-il, dans cette dernière lettre, (4), ce bien que l'Assemblée a pour but « d'affirmer, de renouveler, de perpétuer ». « Demandons-nous donc, ajoutait-il, quels sont les sentiers suivis par nos Anciens ; ce sera pour nous le moyen de connaître la bonne voie. Il est doux de convenir que ces sentiers ne sont pas abandonnés parmi nous, que la bonne voie n'est pas déserte, qu'un grand nombre de sujets y marchent courageusement. Mais n'en est-il pas qui s'y lassent pour leur malheur, même qui, s'ils ne la quittent pas, demeurent honteusement à l'entrée ? Dans les corps les plus sagement établis, de solides constructions ont beau s'y multiplier, des exemples édifiants abonder, il se trouve inévitablement un mélange de forts et de faibles. » A ceux-là, le Père disait *State* ; à ceux-ci, *Renovamini* ; et, pour leur offrir des modèles, il leur retraçait le portrait des premiers disciples du P. de Bérulle.

*
**

Ces lignes du Père Général le disent avec netteté : si, à la veille de la tourmente qui devait l'anéantir pour soixante ans, l'Oratoire comptait encore « un grand nombre » de fidèles disciples de son fondateur, il n'était pas demeuré à l'abri des idées dissolvantes qui, sur la fin de l'Ancien Régime, causèrent de si funestes ravages dans les rangs du clergé tant séculier que régulier. Les passions jansénistes insuffisamment éteintes chez quelques uns, l'influence des « confrères » ou auxiliaires laïques crois-

(1) Actes de la 51^e Assemblée Générale, session 7^e. p. 11. (Archives Nationales, M. 217)

(2) Actes de la 53^e Assemblée Générale, session 10^e p. 24 (Archives Nationales M. 217)

(3) Archives Nationales M M. 604. Recueil des Circulaires des P. P. Supérieurs généraux de la Congrégation de l'Oratoire de Jésus, depuis l'année 1641. N^{os} 60 et 61.

(4) *ibid.* n^o 62.

sant avec leur nombre (1) en favorisèrent même le développement plus qu'en certains autres corps religieux. La loi de l'histoire exige qu'on le reconnaisse, quelque peine qu'on en éprouve.

Il est du moins établi que si, sous l'influence de ces causes, l'esprit du siècle pénétra trop facilement dans les collèges oratoriens, la force des études s'y maintint jusqu'à la fin. On en trouve la preuve dans la lettre qu'en 1781, M. de Ségur, ministre de la guerre, adresse au P. Général pour lui faire savoir combien le Roi était « satisfait de tout ce qu'il apprenait » au sujet des trois écoles militaires confiées à la Congrégation et lui exprimer le désir qu'avait Sa Majesté de voir multiplier de plus en plus « les objets de l'utilité de l'Oratoire par la voie de l'Instruction publique (2). » Elles en fournissent d'autres, les instances répétées de plusieurs villes auprès du Père Général pour l'amener à prendre la direction de leurs collèges, instances parfois si pressantes que, ce dernier, malgré qu'il en eût, ne put toujours s'y dérober et dut accepter, en 1781, le collège d'Agen et, en 1786, celui d'Autun.

Ce fut la dernière fondation de l'Ancien Oratoire. Elle porta à 73 le nombre de ses établissements ainsi répartis : la Maison-Mère de Saint-Honoré, trois institutions, deux maisons d'étude, six grands et deux petits séminaires, trente collèges, onze cures et dix-neuf résidences ou maisons de retraite (3). Dans ces soixante-et-onze maisons vivaient les sept-cent-cinquante-et-un membres dont se composait alors la Congrégation : deux cent trente six prêtres, trois cent quatre-vingt quatorze confrères et cent vingt-et-un frères servants (4).

*
**

Lorsque le P. Moisset et son conseil dressèrent ce dernier état de l'Oratoire, le 1^{er} avril 1790, à la demande de Treilhard, président du comité ecclésiastique de l'Assemblée Nationale, il y avait déjà huit mois que le Serment du Jeu de Paume avait ouvert l'ère révolutionnaire. S'il n'entre pas dans le cadre de cette monographie de raconter l'histoire de la Congrégation au cours de la tourmente jusqu'à sa suppression le 4 novembre 1792, du moins faut-il, sous peine de la laisser inachevée, montrer avec quelle fermeté admirable chez un vieillard de quatre-vingt-cinq ans passés, le dernier Supérieur de l'Ancien Oratoire s'efforça, aux prises avec des difficultés sans cesse renaissantes, de s'opposer à toute atteinte aux Constitutions confiées à sa vigilance et de sauver, s'il se pouvait, sa famille religieuse de la ruine.

(1) Au 1^{er} Avril 1790, le nombre des « confrères » était de 394 contre 236 prêtres seulement (Archives Nationales M. 229)

(2) Archives Nationales, M. 228 B.

(3) Archives Nationales, MM 592.

(4) Archives Nationales, M. 229.

Encore que la masse du clergé français, ne se séparant point de l'ensemble de la nation, accueillit plutôt avec enthousiasme la convocation des Etats-Généraux de 1789, et qu'au lendemain de la prise de la Bastille, le *Te Deum* retentit sous les voûtes de nombreuses églises parisiennes, la Révolution, à peine à ses débuts, laissa voir le caractère irrégulier qu'elle devait revêtir et qu'avaient voulu lui donner ceux qui, depuis longtemps, la préparaient.

La veille même de la prise de la Bastille, une horde furieuse, après avoir, dans la nuit du 12 au 13 juillet, saccagé Saint-Lazare, envahit la Maison de Saint-Honoré, dont seule une large distribution d'argent empêcha le pillage.

Dans la nuit du 4 Août, l'Assemblée Nationale, par l'abolition de la dîme, entra dans la voie de la confiscation des biens ecclésiastiques, pour ne s'arrêter qu'après les avoir, le 4 novembre, déclarés propriété de la Nation et mis en vente, le 19 décembre. Puis, manifestant des dispositions de plus en plus hostiles à la religion, elle décréta la sécularisation des personnes après celle des biens, en abolissant les ordres monastiques, le 13 février 1790.

Ces mesures persécutrices, si elles ne tardèrent pas à ouvrir les yeux de la plupart sur la tournure nettement irrégulière des événements, ne produisirent pas, il s'en faut, pareil effet sur tous. Il en résulta un dualisme de vues qui ne rendit pas toujours aisée la charge des supérieurs ecclésiastiques. Le P. Moisset s'en aperçut bientôt.

Après l'envahissement de la Maison de Saint-Honoré, il avait dû, cédant aux prières du Conseil, se retirer à Montmorency « à cause des troubles qui commençaient vivement à Paris (1) ». Mais, de là, il pouvait suivre de près les événements, et, de concert avec ses assistants, prendre les mesures que réclamait l'intérêt du corps.

Fidèle au désintéressement que témoigna toujours l'Oratoire à l'égard des biens terrestres, le Conseil s'émut peu, tant que les seuls intérêts matériels furent en jeu. En exécution du décret qui prescrivait la déclaration des biens d'Eglise, le P. Moisset chargea le P. Villet, procureur, d'adresser aux Supérieurs locaux de sages conseils sur la manière de faire cette déclaration, « afin de remplir les vœux de l'Assemblée ». Quelques jours plus tard, 20 décembre 1789, le même Père invitait les Oratoriens « à faire leur offrande patriotique, chacun d'après ses facultés ». L'Assemblée Nationale, écrivait-il « ne tardera pas à s'occuper de ce qui concerne l'éducation. Il semble que ce serait le moment d'attirer sur nous les regards publics par un trait marqué de dévouement à l'intérêt géné-

(1) Archives Nationales, M. 228.

ral... Quand il s'agira de prononcer sur notre sort,... nous aurons un droit de plus à la protection et à la confiance de la nation (1)».

Comme le prouve cette lettre, la grande préoccupation du Régime fut, dès le début de la Révolution, de tout tenter pour sauver l'Oratoire. Il s'employa avec d'autant plus de confiante activité à plaider sa cause devant l'Assemblée que, le décret de suppression des ordres monastiques ne visant pas une société où les vœux étaient inconnus, l'Oratoire se trouvait, momentanément du moins, rassuré, par la réponse de Treilhard. Le président du comité ecclésiastique de l'Assemblée avait en effet déclaré, après la séance du 11 février 1790 où il avait déposé son projet sur les ordres religieux, que « l'Oratoire devait continuer de servir la nation avec le même zèle dont il avait donné jusqu'ici tant de preuves (2) ».



Pourquoi faut-il que l'action du Régime ait alors été gênée par une initiative due à quelques particuliers ? Du collège Saint-Jaume de Marseille, en effet, parvint à Paris une requête en vue de la formation d'un comité de quinze membres qui, élu par les confrères aussi bien que par les prêtres, entrerait en relations avec l'Assemblée Nationale pour la réforme et le maintien de la Congrégation.

Ce projet, dû surtout à des « confrères » désireux de modifier à leur profit la constitution de l'Oratoire, sous prétexte qu'il était devenu « bien moins une congrégation de prêtres qu'une congrégation d'instituteurs », méconnaissait le but de l'Institut tel que l'avait défini Paul IV dans la bulle *Sacrosanctæ* et allait directement à l'encontre des constitutions.

Aussi le Général et son conseil le déclarèrent-ils « impossible » comme opposé aux règlements de la Congrégation. Seule une Assemblée générale, lit-on dans la réponse des Pères de Saint-Magloire, porte-parole du Conseil, « pourrait statuer sur l'opportunité d'une pareille réunion, et il est impossible actuellement de songer à en réunir une (3) ».

Non content d'employer les moyens de douceur et de persuasion pour convaincre les novateurs du caractère anticanonique de leur projet et de son inutilité, le Conseil, par l'organe du procureur général, mit le comité ecclésiastique de l'Assemblée au courant de l'affaire qui, disait le P. Vuillet, « nuirait nécessairement à l'en-

(1) cité par Ingold. *L'Oratoire et la Révolution*, Paris, Poussielgue, 1883, p. 19.

(2) Archives Nationales, M. 228 B..

(3) cité par Ingold, op. cit. p. 20.

seignement que l'Oratoire donne dans 30 collèges et 3 écoles militaires (1). »

La réponse du Comité, en date du 8 juin, quoique peu bienveillante pour l'Oratoire, n'en justifie pas moins l'attitude du Régime, puisqu'elle déclare la démarche « prématurée et dangereuse », comme susceptible de « nuire à l'éducation confiée à la Congrégation (2) ». C'est pourquoi le P. Moisset, par une circulaire datée de Notre-Dame des Vertus, à Aubervilliers, le 13 juin, la communiqua à toutes les Maisons. « Elle ramènera aux justes principes ceux des nôtres qu'une erreur passagère aurait égarés, écrivait-il. Tous, il s'en faut, n'ont pas été entraînés par le torrent. Beaucoup ont été trompés par un attachement et par un zèle peu réfléchi pour le corps. » Et il ajoutait avec la joie visible du Père heureux de rendre témoignage aux mérites de ses fils : « Grâce au Seigneur, plusieurs de nos Maisons fournissent encore de nombreux exemples à imiter. Oubliez des projets, calmez — croyez moi — des discussions qui, loin de nous conserver, ne peuvent qu'accélérer notre ruine et nous faire périr avec honte. Vous pouvez être sans aucune inquiétude sur nos dispositions à votre égard, nous ne craignons jamais d'être éclairés quand il en sera temps, et les vœux de cette chère Congrégation, s'il lui est permis de les faire entendre, seront toujours les nôtres (3). »

Mais ni cette lettre si paternelle, ni la circulaire du comité ecclésiastique, ni l'opposition de 269 oratoriens, pour la plupart prêtres, ne purent arrêter les dissidents, de sorte que, vers la fin de juillet, les votes, centralisés à la Maison de Lyon, y furent recensés, malgré l'opposition du Supérieur, sous la présidence d'un confrère. Une commission se trouva ainsi constituée, comprenant quinze membres dont dix confrères laïques.

Le Père Général et son Conseil, avant même d'avoir reçu avis officiel de ce résultat, protestèrent « au nom des statuts qui avaient toujours gouverné la Congrégation » et rappelèrent les opposants à leur observation (4). Et lorsque, le 6 août, le confrère Dotteville informa le P. Moisset de la constitution du comité, les menaces irrespectueuses que contenait sa lettre (5), loin d'ébranler le destinataire, attirèrent à son auteur cette ferme réponse : « ...Tant que le corps existera, tant qu'il n'aura pas de nouvelles lois, il doit se régir par les anciennes ; sans quoi il tomberait dans l'anarchie. Je suis le conservateur de nos règlements, et c'est un dépôt que je ne puis violer... Il ne m'est pas permis d'enfrein-

(1) Archives Nationales, M. 215.

(2) cité par Ingold, op. cit. p. 30.

(3) Archives Nationales M M. 604. Lettres des PP. Supérieurs Généraux de la Congrégation, N° 63.

(4) Ibid., M. 228 B.

(5) Ibid., M. 235.

dre les statuts qui nous ont toujours gouvernés, et tant qu'ils existeront, je ne puis que vous rappeler à leur observation (1). »

Cette réponse eut le résultat que souhaitait le P. Moisset, elle détruisit la résistance, si bien que, selon le mot d'un Père écrivant à Tabaraud, « le fameux comité se dissipa lui-même ou plutôt n'exista jamais (2) ». Cinq des membres élus eurent beau présenter à l'Assemblée nationale, « au nom des instituteurs publics de l'Oratoire », un plan d'éducation rédigé par l'un d'eux, Daunou, et déjà publié par lui en 1789 dans le *Journal Encyclopédique*, la Congrégation le désapprouva avec la plus grande énergie et l'Assemblée nationale ne le prit pas en considération. Les soi-disant « patriotes » n'avaient réussi qu'à mettre le trouble dans la Congrégation et à gêner le Régime dans les efforts qu'il tentait pour la sauver.



Car, loin de se laisser absorber par cette déplorable affaire, le P. Moisset ne perdait pas de vue l'œuvre qui, pour l'instant, lui paraissait, à bon droit, capitale : obtenir la reconnaissance légale de l'Oratoire.

Il fallait pour cela instruire l'Assemblée de sa véritable situation. A cet effet, utilisant un mémoire du P. Vuillet, *sur l'utilité pour la nation de laisser aux prêtres de l'Oratoire l'administration de leurs biens* (3), le Père Général soumit à l'Assemblée des *Réflexions sur l'Oratoire* (4) où se trouvent indiqué le caractère « purement séculier » de la société et la liberté « qui en fait l'essence ». L'auteur signalait les « heureuses analogies » faciles à remarquer entre la Constitution de l'Oratoire et « la Constitution française qui est celle d'une nation libre », et il terminait : « Il est donc évident qu'il importe à la nation de conserver, de protéger même la Congrégation de l'Oratoire, congrégation vraiment nationale et qu'on ne pourrait établir sur des principes plus analogues à la Constitution française que ceux qu'elle a reçus de la sagesse de son Institution. »

Peu après l'envoi de ces *Réflexions*, le 9 juillet 1790, les trois Assistants et les Supérieurs des Maisons de Paris furent admis, sur leur demande, à plaider la cause de l'Oratoire à la barre de l'Assemblée. Retenu par ses quatre-vingt-six ans accomplis et ses infirmités, le P. Moisset n'était pas à leur tête ; mais, en son nom, le premier assistant, le P. Poiret, réclama avec éloquence le maintien de l'Oratoire. Il insista sur « le caractère français et vrai-

(1) Archives Nationales, M. 235.

(2) Lettres du P. Pèrier au P. Tabaraud, cité par Ingold, op. cit., p. 42, note 2.

(3) in-8° de 8 p. s. d. Paris, V° Hérissant.

(4) in-4° de 4 p. s. d. Paris, Volland.

MUSEE de CAMBRAI:

Fonds Delloye:

Liasse 95 Pièce 2

MEMOIRE pour le R.P. MOISSET Supérieur Général de la Congrégation
de l'ORATOIRE
contre le Sieur BRUN ci-devant prêtre de la même congragation.

101 pages . A Paris de l'Imprimerie de GRANGE Rue de la Parcheminerie 1786.
par Monsieur BOURGEOIS de BOYNES Avocat du Roi
Me COURTIN Avocat
DEMILLY Procureur.